



# Les Relations Sino-Africaines

(revue, analyse, bilan et perspectives)

Mémoire de géopolitique  
du Colonel de l'Armée de l'Air chinoise  
WANG Guoqiang

Directeur : Professeur Nicole GRIMAUD  
directeur d'Etat en Sciences Politiques

Mars 2003

# Les Relations Sino-Africaines

## Sommaire

### PREMIERE PARTIE

Revue des relations amicales sino-africaine

### DEUXIEME PARTIE

Analyse de l'évolution de la stratégie diplomatique de la Chine et de sa  
politique africaine

### TROISIEME PARTIE

Perspectives des relations sino-africaines et de la politique africaine de  
Chine (base, obstacle, perspective)

# INTRODUCTION

A sa création, la Chine populaire est un Etat isolé à tous points de vue sur la scène internationale. Elle sort en effet d'un long conflit armé qui lui a permis de repousser l'ancien maître de la Chine soutenu par les Etats-Unis sur l'île de Taiwan. Elle cherche alors le moyen d'entrer dans le concert des nations. Mais cette tâche s'avère difficile. En effet le pouvoir en place est d'idéologie communiste et doit faire face à deux problèmes. Il se heurte tout d'abord à l'hostilité américaine. Mais doit aussi affronter la volonté de contrôle du grand frère idéologique qu'est l'Union soviétique.

Il ne reste donc à la Chine qu'à développer ses relations avec ce qui échappe ou peut potentiellement échapper à ces deux superpuissances et à s'affirmer en tant que grande puissance, certes pas uniquement dans le domaine économique, mais pourquoi pas dans les domaines diplomatiques ou idéologiques. Hors, dans le monde du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle il ne reste plus guère d'espaces géographiques échappant au contrôle de Washington ou de Moscou. La solution que trouve la Chine est de se rapprocher de l'Afrique où les colonies sont certes plus nombreuses que les Etats indépendants, mais où aussi les idées de lutte nationale véhiculées par la Chine vont être très bien reçues. La République populaire de Chine va ainsi se faire, dans des territoires qui ne resteront plus très longtemps des colonies, un grand nombre d'amis qui vont devenir par la suite des partenaires dans le cadre des relations internationales.

A travers cette étude, nous verrons donc dans un premier temps que les relations entre la Chine et les pays africains reposent sur un développement historique similaire et se font dans de nombreux domaines. Nous verrons ensuite que, bien que les relations avec l'Afrique soient ininterrompues depuis 1949, la manière dont la Chine a entretenu ces relations a su évoluer en fonction des changements sur la scène internationale. Enfin dans un troisième temps, nous verrons que les relations entre la Chine et les Etats africains en dépit de certains problèmes sont vouées à s'approfondir à l'avenir

# PARTIE 1

## Revue des relations amicales sino-africaines

### 1.1 Relations amicales et contribution au progrès

Bien que la Chine soit géographiquement loin des pays africains, elle partage avec eux des expériences amères similaires dans leur histoire. Aujourd'hui, en tant que membres d'un monde en développement, ils sont très liés, car ils ont la tâche commune de maintenir la paix du monde, en sécurisant l'indépendance nationale et en développant leurs économies. Mao Zedong, Deng Xiaoping et Jiang Zemin, ce sont trois générations de leaders chinois, ainsi que de nombreux dirigeants de pays africains qui ont manifesté un intérêt particulier à la coopération et à l'amitié Sino-Africaine. Aujourd'hui, les relations amicales qui s'élèvent à plus de 50 ans, aujourd'hui, se sont enrichies par de nouveaux aspects.

#### 1.1.1 Sur le plan politique

La Chine s'est toujours tenue aux côtés des peuples africains, leur offrant un soutien et une aide dans leur lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance nationale. Dans les années 1960, le Premier ministre chinois Zhou Enlai s'est rendu en Afrique quatre fois, favorisant de bonnes relations entre la Chine et l'Afrique. Dans les années 1990, de nombreux pays africains ont gravement souffert de changements internationaux. Certains pays africains ont même vu leur économie au bord de la faillite. En 1992, le gouvernement chinois a établi six principes en matière de relations Sino-africaines. A travers ces principes, la Chine aide les pays africains à maintenir leurs souverainetés et indépendances nationales, à contrer des interférences étrangères dans leurs affaires intérieures et à développer leurs propres économies. La Chine a également exprimé son respect pour le choix des peuples africains en matière de système politique et de développement économique et espérait développer des échanges amicaux et une coopération économique à long terme avec des pays africains sur la base des cinq principes de Coexistence pacifique. En 1996, lors d'une visite en Afrique, le président Jiang Zemin a proposé ces cinq principes, centrés sur la sincérité, l'égalité, l'intérêts mutuels et le développement commun orientés vers le future. La Chine a tenu sa promesse en gagnant le respect et la confiance des peuples africains.

### 1.1.2 Sur le plan économique

L'aide économique chinoise aux pays africains remonte à 1956. Depuis, la Chine a apporté à 53 pays africains différents types d'aides, incluant des garanties économiques, des prêts sans intérêt et des prêts préférentiels. En juin 2000, la Chine avait mené à terme environ 640 projets concernant l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, l'énergie, le transport, le textile, l'agroalimentaire, la machine industrielle, la construction, la production d'eau, l'électricité, la production télévisuelle et les télécommunications. Ceux-ci n'étaient pas soumis à des conditions politiques et visaient à aider les pays africains à développer leur propre économie et réaliser leur indépendance économique. Depuis 1995, la Chine a modifié ses programmes d'aide à l'Afrique selon les axes suivant : offrir des prêts préférentiels aux entreprises africaines ; encourager la coopération entre entreprises chinoises et africaines ; développer la participation des banques chinoises au management de projets ; combiner aide gouvernementale avec la coopération des entreprises de deux côtés. Les réformes ont gagné le soutien des pays africains indiquant que l'aide chinoise à l'Afrique a franchi un nouveau pas. Au début de 2000, la Chine avait lancé 46 projets d'aide à 21 pays africains au travers de coopérations et de fusion acquisition. La plupart ont généré des bénéfices économiques et sociaux. En septembre 2000, les entreprises chinoises avaient investi 660 millions de dollars dans 485 projets africains.

La coopération économique et commerciale est un aspect essentiel des relations sino-africaines. Au cours des 50 ans passés, le volume des échanges commerciaux entre les deux côtés a augmenté régulièrement. En 1975, les échanges bilatéraux étaient évalués à 670 millions de dollars. De janvier à août 2000, le volume des échanges est passé à 6,72 milliards de dollars, dont 3,23 milliards de dollars d'exportations chinoises vers l'Afrique et 3,49 milliards de dollars d'importations chinoises de produits africains. Ceci témoigne d'une amélioration du commerce bilatéral. Depuis 1995, la Chine a installé 11 centres pour développer les échanges qui ont favorisé le commerce multilatéral. Les contrats industriels et de service constituent un des aspects importants de la coopération économique entre la Chine et les pays africains. En 1999, les entreprises chinoises avaient signé environ 9 800 accords induisant un investissement de 14,1 milliards de dollars.

### 1.1.3 Sur le plan de la culture et de l'éducation

La coopération concerne aussi les domaines culturels et éducatifs. Entre 1963 et 2000, la Chine a envoyé 16 000 personnels dans 45 pays africains et aidé la population locale à mettre en place un nombre important d'hôpitaux. Le personnel médical chinois a ainsi pu traité plus de 200 millions de

patients africains. Leur dévotion et sens de responsabilité leur ont permis de gagner le respect des peuples africains.

Les échanges sur le plan de l'éducation datent de 1950. En 2000, 45 pays africains avaient envoyé plus de 5 000 étudiants en Chine. La Chine a également envoyé environ 1 000 enseignants et étudiants en Afrique qui ont largement contribué à répandre la culture chinoise et à consolider l'amitié Sino-Africaines.

Depuis 1990, l'aide chinoise s'est étendue aux études supérieures et a visé à répondre aux besoins des pays africains. La Chine a envoyé des enseignants pour former le personnel et construire des laboratoires. Depuis 10 ans, la Chine a entrepris 36 projets. Plus de 10 universités et collèges chinois ont établi une coopération avec 20 universités de 16 pays africains.

#### 1.1.4 Les pays africains soutiennent également la Chine

Les 53 pays d'Afrique occupent un tiers de sièges aux Nations Unies et la moitié fait partie des non-alignés. Ils représentent une grande importance dans les affaires internationales. La Chine a obtenu un soutien ferme de leur part sur différents sujets d'importance tels que : reprendre son siège à l'ONU; combattre les motions des pays occidentaux contre la Chine ; entrer dans l'Organisation mondiale du Commerce ; protéger des intérêts nationaux. Les pays africains en matière de culture et d'économie sont aussi parfois complémentaires de la Chine. Par exemple, la Chine qui avait appris des Africains dans le passé les techniques de culture des arbres fruitiers ou du raffinage du pétrole, transmet ses connaissances en matière de protection de l'environnement, d'extraction du pétrole et du charbon ou de la taille des diamants.

### 1.2 Une coopération fructueuse

Le forum de coopération Chine-Afrique (Pékin, 2000) est un événement important dans l'histoire des relations entre la Chine et les pays africains. C'était la première fois que la Chine et l'Afrique menaient un tel dialogue multilatéral, qui a permis de mesurer la coopération et d'assurer le développement de ces relations amicales au 21<sup>ème</sup> siècle. Cette rencontre, à laquelle ont participé quatre chefs d'Etat africains et plus de 80 ministres, a abouti à l'adoption de la Déclaration de Pékin sur le Forum Sino-africain de coopérations, et du Programme de Coopération Sino-africain pour le développement économique et social.

Lors de ce forum, la Chine a pris quatre engagements : tout d'abord, continuer à aider l'Afrique. Deuxièmement, réduire ou supprimer les dettes inférieures à 10 milliards de yuan des pays les plus endettés et les moins développés. Troisièmement, assigner des fonds spéciaux pour soutenir les entreprises chinoises s'impliquant dans la coopération économique avec l'Afrique. Enfin, mettre en place la fondation africaine de développement de ressources humaines, et investir graduellement pour aider les pays africains à former leurs personnels dans différents domaines.

Le travail visant à exempter de dettes certains pays africains, des dettes avance doucement. Plus de 30 pays remplissent les conditions. Jusqu'ici la Chine a signé des accords avec la plupart de ces pays, réduisant les dettes pour une valeur de 10 milliards.

Parmi les efforts en terme de formation, les ministères chinois ont proposé un certains nombre projets dans les domaines incluant : contrôle de la désertification, outillage agricole, économie d'eau, utilisation du méthane. A la fin de 2001, la Chine avait assuré plus de dix projets de ce genre, auxquelles avaient participé plus de trois cent fonctionnaires des gouvernements africains.

D'excellents résultats ont également été obtenus en matière de coopération économique et commerciale. Le commerce bilatéral a dépassé les 10 milliards de dollars en 2000, en augmentation de 30% par rapport à l'année précédente.

## PARTIE 2

# Analyse de l'évolution de la stratégie diplomatique de la Chine et de sa politique africaine

La politique africaine de la Chine se compose de trois parties : la politique, la coopération économique et le commerce.

En tant que partie intégrante de la stratégie diplomatique de la Chine, la politique africaine de la Chine durant la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle évolue avec le changement de la situation internationale et l'environnement extérieur et intérieur de la Chine. De ce point de vue, il est donc nécessaire de faire un tour d'horizon des changements de la stratégie diplomatique de la Chine.

Depuis sa fondation en 1949 et jusqu'à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, la stratégie diplomatique de la Chine a traversé cinq périodes, chacune avec des caractéristiques distincts. Les relations sino-africaines se sont développées grâce aux réajustements de la diplomatie et de la politique africaine de la Chine.

### 2.1 Première période : Diplomatie se penchant d' « un seul côté »

Dès sa naissance en 1949, la Chine populaire a été entraînée dans le tourbillon de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. La tâche extérieure la plus urgente pour le nouveau régime chinois était d'assurer sa sécurité. Comme le gouvernement américain appuyait le pouvoir du Parti nationaliste chinois (le pouvoir de Tchang Kai-Chek) dans la guerre civile chinoise (1946-1949), il est raisonnable que, lorsque le Parti communiste chinois s'est emparé du pouvoir, il pratiquait une stratégie diplomatique "se penchant d'un seul côté", c'est à dire que la Chine a choisit le camp socialiste, l'alliance avec l'Union soviétique, et luttait contre le camp capitaliste dirigé par les Etats-Unis<sup>1</sup>. Cette stratégie diplomatique se ramène succinctement à la «tombée d'un seul côté.»

---

<sup>1</sup> En effet, avant la fondation de la Chine nouvelle, vu l'opposition entre les deux camps et la politique d'hostilité des Etats-Unis envers la Chine nouvelle, le président Mao Zedong a avancé en juin 1949 le principe de «tomber d'un côté». Le 2 octobre 1949, le lendemain de la fondation de la République populaire de Chine, l'Union Soviétique annonça qu'elle reconnaissait officiellement le nouvel Etat. Puis entre décembre 1949 et février 1950, le président Mao Zedong a effectué une visite en Union Soviétique, au bout de laquelle a été signé le «Traité d'Amitié, d'Alliance et d'Assistance mutuelle entre la Chine et l'Union Soviétique». Les relations sino-soviétiques sont donc entrées dans une période d'Amitié et d'Alliance.

Cette stratégie diplomatique que la Chine pratiquait dans les années 50 résultait de la réalité objective susmentionnée. Et puis, en 1950, la guerre de Corée a éclaté, les troupes américaines ont menacé directement la rivière Yalu qui sert de frontière entre la Chine et la Corée du Nord, et la 7<sup>ème</sup> flotte des Etats-Unis est entrée dans le détroit de Taiwan pour empêcher l'avance de l'Armée chinoise vers Taiwan. Le gouvernement chinois a alors décidé d'envoyer des volontaires combattre les forces américaines.

Dans ce contexte, presque tous les grands pays occidentaux avaient l'un après l'autre imposé un blocus à la Chine et poursuivi des politiques restrictives vis-à-vis de la Chine, les Etats-Unis en particulier<sup>2</sup>. A cette époque-là, la Chine n'avait que l'Union soviétique, les pays socialistes asiatiques et européens pour partenaires politiques. C'est dans cet environnement international défavorable que le gouvernement chinois a décidé d'établir et de développer ses relations avec les pays africains.

Avant 1955, la Chine nouvelle n'a pas encore établi des relations directes et effectives avec le continent africain. Cela peut s'expliquer par les raisons suivantes : d'une part, pendant la première moitié des années 50, la Chine était préoccupée par des problèmes intérieurs et les affaires asiatiques<sup>3</sup>. D'autre part, à cette époque-là, il n'y a qu'une poignée de pays qui ont obtenu l'indépendance sur le continent d'Afrique.

Dans la première moitié des années 50, il y a deux événements qui ont stimulé le développement des relations politiques entre la Chine et l'Afrique.

Le premier est la proclamation des «Cinq Principes de Coexistence pacifique» en 1954<sup>4</sup>. En vue de consolider l'indépendance gagnée et de sortir de la situation défavorable, tout en renforçant ses relations avec les autres pays du camp socialiste, le gouvernement chinois prenait une série de mesures pour développer des relations avec les pays nouvellement indépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. En décembre 1953, Zhou Enlai, Premier ministre et ministre des affaires étrangères de l'époque, a énoncé, pour la première fois, au nom du gouvernement chinois, les «Cinq Principes» régissant la politique étrangère, à savoir : (1) respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, (2) non-agression mutuelle, (3) non-ingérence dans les affaires intérieures, (4) égalité et bénéfices réciproques, (5) coexistence pacifique. Depuis, le gouvernement chinois

---

<sup>2</sup> Selon les autorités chinoises, les pays occidentaux sous le commandement des Etats-Unis tentaient par tous les moyens (isolement politique, blocus économique, actions militaires, activités subversives) d'anéantir le régime socialiste chinois.

<sup>3</sup> Soutien à la guerre de Corée du Nord (1950—1953) par l'envoi de plus de cent mille «volontaires» et soutien aux Vietnamiens dans la guerre d'indépendance contre les colonialistes français jusqu'à 1954.

<sup>4</sup> Ces Cinq Principes de la coexistence pacifique avancés par le premier ministre Zhou Enlai, ont reçu l'accord intégral du gouvernement indien lors de la négociation entre les parties, et pour la première fois le 29 avril 1954, «l'accord sur le commerce et le transport entre le Tibet de Chine et l'Inde» a été signé sur la base de ces principes.

réaffirmait à maintes reprises ces Principes et leur application pour les relations avec les autres pays. Donc, d'un certain point de vue, ils ont aussi jeté la base du développement ultérieur des relations politiques entre la Chine et les pays d'Afrique.

Le deuxième est la convocation de la Conférence afro-asiatique tenue en Indonésie en avril 1955. L'intérêt de la Conférence de Bandung était d'offrir l'occasion de contacts directs entre la Chine et les pays d'Afrique. C'est lors de cette conférence que Zhou Enlai a rencontré pour la première fois des dirigeants africains. Après la conférence, la Chine intensifiait les contacts avec les pays africains et les résultats étaient encourageants. Le 30 mai 1956, la Chine et l'Égypte ont signé un communiqué conjoint sur l'établissement des relations diplomatiques, l'Égypte est donc devenu le premier pays africain à établir des relations diplomatiques avec la Chine. Depuis lors, les pays africains qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine sont de plus en plus nombreux. Dans les années 50, plus précisément entre 1956 et 1959, la Chine a successivement établi des relations diplomatiques avec cinq des neuf pays qui avaient alors obtenu l'indépendance comme l'Égypte, le Maroc, le Soudan, la Guinée et l'Algérie<sup>5</sup>.

La politique africaine de la Chine dans les années 50 se composait en deux parties: d'une part, s'efforcer d'établir des relations diplomatiques avec les pays nouvellement indépendants, d'autre part, soutenir activement le processus de la décolonisation du continent africain. L'objectif de cette politique est d'élargir l'influence politique de la Chine sur le continent africain, de développer des relations officielles avec les pays nouvellement indépendants et d'établir un front uni avec les pays et les peuples d'Afrique en vue de lutter contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. Elle se basait sur les raisons suivantes :

--Premièrement, après la seconde guerre mondiale, et surtout à la suite de la Conférence afro-asiatique, la lutte contre le colonialisme et pour la libération nationale s'est développée rapidement dans le continent africain. Aux yeux de Mao Zedong, «l'époque actuelle est celle de l'indépendance nationale. Et les mouvements de libération et d'indépendance nationale des pays opprimés sont une partie intégrante de la révolution mondiale, et leur lutte contribuerait à la victoire finale de la révolution mondiale ». De ce fait, il a souligné à maintes reprises que «le soutien était mutuel. Les luttes des Africains contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme étaient en quelque sorte un soutien à la Chine ». Selon cette conviction, Mao Zedong préconisait qu'«il est du devoir des pays libérés d'apporter leur aide aux pays qui sont en train de travailler à leur libération.»

---

<sup>5</sup> Pour montrer son soutien à la cause de libération nationale d'Algérie, la Chine a établi des relations diplomatiques avec l'Algérie en 1958, quatre ans avant son indépendance.

--Deuxièmement, selon les autorités chinoises, la Chine et les pays africains ont connu dans le passé le même sort et ont été victimes de l'agression du colonialisme et des puissances étrangères. Ainsi, sous la période de Mao, conformément à «l'esprit de l'internationalisme prolétarien», la Chine soutenait fermement les peuples africains dans leur cause de libération nationale.<sup>6</sup>

--Troisièmement, le gouvernement chinois considérait l'assistance aux pays étrangers, y compris les pays africains, comme une façon importante de promouvoir ses relations politiques avec les pays sous-développés, d'élargir son influence politique dans le monde, et de briser le blocus que certains grands pays occidentaux avaient imposé à la Chine.

Mais il faut remarquer que sous l'influence de son idéologie et de sa situation intérieure, la politique africaine de la Chine possédait un caractère idéologique, puisqu'elle a séparé les divers pays africains en deux genres : pays «progressistes» et «pro-impérialistes».

## 2.2 Deuxième période : Diplomatie des «deux lignes»

Du point de vue d'ensemble, dans les années 60 et surtout depuis la deuxième moitié des années 60, la stratégie diplomatique poursuivie par la Chine était de lutter contre l'hégémonie des deux superpuissances. Cette stratégie "anti-impérialiste" face aux Etats-Unis et "anti-révisionniste" ou «anti-social-impérialiste» face à l'Union soviétique sont les "deux lignes". Le contexte de cette stratégie est le suivant : les relations sino-soviétiques se sont détériorées, et la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis s'aggravait. Jusqu'au début des années 70, la lutte contre l'hégémonisme est devenue l'un des principaux sujets de la stratégie diplomatique de la Chine.

La détérioration des relations, puis la rupture avec l'Union soviétique, obligeait la Chine à réexaminer sa stratégie diplomatique et ses relations avec le continent africain.

Selon les autorités chinoises, après la seconde moitié des années 50 et surtout depuis le début des années 60, la dispute d'hégémonie entre l'Union soviétique et les Etats-Unis devenait de plus en plus claire, par conséquent, pendant une longue période, l'échiquier politique mondial se caractérisait par la politique des blocs, les deux superpuissances, Etats-Unis et Union soviétique, se sont disputées des sphères d'influence. Pour maintenir la structure bipolaire, les deux puissances

---

<sup>6</sup> Par exemple, en 1956, au cours de l'armée alliée franco-anglaise envahissant l'Egypte, Mao Zedong a déclaré que «Nous nous opposons résolument à l'atteinte de la souveraineté de l'Egypte, et à toute tentative d'intervention armée contre lui. Le gouvernement et le peuple chinois feront de leur mieux pour soutenir la lutte héroïque du peuple égyptien pour la sauvegarde de la souveraineté du canal de Suez. Nous accordons au peuple égyptien une aide sans conditions et à la mesure de nos forces.» Le gouvernement chinois a également soutenu la lutte menée par le peuple algérienne pour la libération du pays et l'indépendance nationale, et celle menée par le peuple sud-africain pour les droits fondamentaux de l'homme et contre la discrimination raciale.

renforçaient leur contrôle sur les pays alignés, ce qui a aggravé les luttes au sein des deux camps. D'une part, les relations sino-soviétiques se sont détériorées et le camp socialiste s'est scindé; d'autre part, la tendance à l'indépendance diplomatique de certains pays de l'Europe occidentale a entraîné des contradictions à l'intérieur du camp capitaliste. En même temps, le système colonial s'est effondré, les mouvements de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine ont remporté leurs premiers succès. Un mouvement de non-alignement a été déclenché. Les pays non-alignés sont devenus une force importante dans les relations internationales.

Selon cette analyse, Mao Zedong a créé, au milieu des années 60, son idée stratégique de «deux zones intermédiaires». Il a expliqué qu'il existait deux zones intermédiaires : les pays sous-développés de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine et les pays capitalistes développés en Europe occidentale. Selon Mao, ces deux parties s'opposaient toutes au contrôle des Etats-Unis. Le même problème existait entre l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale. Donc, Mao Zedong a indiqué que la stratégie diplomatique de la Chine était de lutter contre l'hégémonie des deux superpuissances en s'appuyant sur la première zone intermédiaire et en gagnant la deuxième. Pour atteindre cet objectif, les autorités chinoises ont décidé d'établir un front international le plus large possible, et selon elles, les pays sous-développés formaient la principale force contre l'hégémonisme. C'est la raison pour laquelle, le gouvernement chinois a décidé d'accélérer le développement des relations avec des pays d'Afrique.

Dans les années 60, il y a deux événements qui méritent notre attention sur le plan du développement des relations politiques entre la Chine et l'Afrique.

Le premier événement était la visite du Premier ministre Zhou Enlai, de décembre 1963 à février 1964, dans dix pays africains. Cette visite a renforcé davantage la compréhension mutuelle entre la Chine et les pays africains. Au cours de sa visite Zhou Enlai a proclamé, pour la première fois, au nom du gouvernement chinois, les cinq principes régissant le développement des relations politiques entre la Chine et les pays africains :

- (1) Soutenir les peuples de tous les pays africains dans leur lutte contre les impérialistes, les colonialistes et les néocolonialistes ou pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale.
- (2) Soutenir leur politique de paix, de neutralité et de non-alignement.
- (3) Soutenir leurs aspirations pour la réalisation de la solidarité et de l'unité par un moyen de leur choix, ainsi que leurs efforts pour régler leurs différends par voie de consultations pacifiques.
- (4) Exiger des autres pays qu'ils respectent la souveraineté de tous les pays africains.
- (5) Lutter contre les agressions et toute intervention étrangère.

Ces principes ont été accueillis de façon favorable par les pays africains et ont une influence profonde sur le développement des relations politiques sino-africaines.

Le deuxième événement était l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France en 1964. Conformément à la stratégie des «deux zones intermédiaires», le gouvernement chinois travaillait activement à développer ses relations avec les pays occidentaux. L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France fut l'un des succès de ce réajustement de la stratégie diplomatique de Chine. De 1960 à 1969, il y a 14 pays africains qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine. A la fin de l'année 1969, sur 41 pays africains indépendants 19 avaient des relations diplomatiques avec la Chine, contre 5 dans les années 50.

Mais il faut remarquer qu'il existait aussi deux événements qui présentent une influence négative sur les relations sino-africaines.

--Premièrement, la détérioration des relations sino-soviétiques et la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis ont influencé la politique étrangère de la Chine, y compris sa politique africaine : dans le traitement du problème des relations avec les pays africains, la Chine se rapprochait des pays pro-Pékin et s'éloignait des pays pro-Washington et pro-Moscou. Ceci a beaucoup limité le développement des relations sino-africaines.

--Deuxièmement, c'était le mouvement de la «révolution culturelle» de la Chine, car durant les deux premières années de ce mouvement, et sous l'influence du courant d'idées d'extrême gauche, il existait une conduite radicale de la Chine<sup>7</sup> sur le plan diplomatique ce qui créait un sentiment de suspicion et de méfiance parmi certains pays africains à l'égard de la Chine.

### 2.3 Troisième période : Diplomatie d' « une ligne »

Il faut avouer que de la deuxième moitié des années 60 au début des années 70, la Chine s'enfonçait dans une situation embarrassante, une situation de «troubles intérieurs et de danger d'invasion étrangère». A l'extérieur, après la rupture avec l'Union soviétique, la Chine se trouvait prise entre deux feux : lorsque l'Union soviétique menaçait la Chine à partir du nord, les Etats-Unis ont intensifié leur guerre contre le Vietnam, une menace militaire venant du sud pour la Chine<sup>8</sup>. Les graves circonstances obligeaient, encore une fois, les autorités chinoises à réajuster leur stratégie diplomatique. Selon Mao Zedong «tout en profitant au maximum de l'opposition entre les supergrands, on doit améliorer ses relations avec l'un entre eux, car on ne doit pas se faire trop d'ennemis.»

---

<sup>7</sup> Par exemple, la propagande officielle à cette époque-là disait que Mao Zedong était non seulement le leader de la révolution chinoise, mais également celui de la révolution mondiale.

<sup>8</sup> En 1965, Washington envoya des troupes au Vietnam et lança des raids contre la partie nord de ce pays. Les forces armées américaines ont alors souvent violé l'espace aérien de la Chine.

Au début des années 70, plus précisément, après la rupture avec l'Union soviétique, les dirigeants chinois changeaient leur point de vue sur l'estimation de la situation internationale. D'abord, aux yeux des autorités chinoises, l'Union soviétique paraît la plus dangereuse, cupide et féroce des deux superpuissances, l'Union soviétique se trouvant dans une situation favorable et offensive alors que les Etats-Unis reculaient pour se défendre. En outre, au cours de cette période, grâce à une croissance économique galopante, l'Europe occidentale et le Japon devenaient les nouveaux rivaux des Etats-Unis sur le plan économique. Parallèlement, avec l'accession successive à l'indépendance des pays d'Afrique, le rôle des pays sous-développés, qui rassemble les trois quarts de la population mondiale, revêt une importance croissante sur la scène internationale.

Conformément à cette analyse, et pour améliorer sa situation sur la scène internationale, plus précisément, pour se dégager des sanctions imposées par l'Occident et surtout du danger militaire de l'Union soviétique, Mao Zedong a proposé au début des années 70 la théorie des «Trois monde»<sup>9</sup> ainsi que la stratégie d'«une ligne». Le principe de cette stratégie visait à lutter contre la menace de l'Union soviétique en unissant toutes les forces susceptibles d'être réunies. Cela signifie que la vision du monde des dirigeants chinois basculait et la stratégie diplomatique de la Chine est nettement modifiée. Car dès lors, les autorités chinoises considéraient officiellement l'Union soviétique comme l'unique menace et le plus grand ennemi de la Chine.

Selon cette intention stratégique, le gouvernement chinois a modifié, de façon appropriée, sa politique étrangère en fixant une politique étrangère pragmatique. Pour affronter la menace qui vient du «Nord», la Chine s'est efforcée, d'une part de se réconcilier avec les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis. D'autre part, suivant la théorie des «trois mondes», le gouvernement chinois proposait aux pays du tiers monde, y compris les pays africains, d'établir un vaste front contre l'hégémonisme et l'Union soviétique en particulier. En réalité, le principe de la stratégie d'«une ligne» est de se lier avec les Etats-Unis contre l'Union soviétique.

Le premier objectif de la politique africaine de Chine était bien clair, c'était de contrecarrer à tout prix l'influence de l'Union soviétique. La modification de la politique africaine de la Chine s'expliquait par les raisons suivantes : d'une part, s'adapter à la stratégie d'«une ligne», d'autre part,

---

<sup>9</sup> Selon Mao Zedong, notre globe comporte en fait, trois parties, trois mondes qui sont à la fois, mutuellement liés et contradictoires entre eux. Les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le «premier monde», ces deux superpuissances sont les exploités et aussi l'ennemi de tous les peuples. Les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions qui forment le «Tiers monde» sont les pays les plus grandes victimes de l'oppression et de l'exploitation, et donc constituent la force principale dans la lutte contre l'hégémonisme. Et les pays développés de l'Europe occidentale ainsi que le Japon, le Canada et l'Australie qui se trouvent entre les deux, constituent le «deuxième monde». Ces pays possèdent un double caractère : d'une part, ils sont des exploités des pays du tiers monde; d'autre part, ils sont manipulés et opprimés par les deux superpuissances. La relation entre le deuxième monde et le tiers monde est, pour l'essentiel, une relation d'unité et de lutte, donc le deuxième monde est une force susceptible d'être rallié dans la lutte contre l'hégémonisme.

l'évolution de la situation en Afrique inquiétait les autorités chinoises. Aux yeux des autorités chinoises, avec la retraite des anciennes puissances coloniales, l'Afrique devenait une région vide où les deux superpuissances, et l'Union soviétique en particulier, s'efforçaient de se créer une sphère d'influence. Selon l'analyse des autorités chinoises, l'implantation soviétique contribuait à accentuer l'implantation américaine : face à l'expansionnisme soviétique, les Etats-Unis étaient obligés de prendre des mesures pour renforcer leur position. Dans ce contexte, la politique africaine de Chine visait à neutraliser et retenir l'expansion de l'Union soviétique, cette politique s'était reflétée nettement dans son attitude face aux problèmes des sous régions africaines, par exemple, dans l'événement de l'invasion du Zaïre, sur le problème de la présence militaire soviéto-cubaine et dans les affaires de la Corne de l'Afrique, etc. Face à l'activisme de l'Union soviétique, la Chine renforçait d'une part les liens avec les pays pro-Pékin, et d'autre part, elle adoptait des thèses assez proches de celles soutenues par les pays occidentaux. Comme Deng Xiaoping soulignait, «il n'y a pas d'autre moyen, contre l'expansionnisme soviétique, que la réalisation d'une union entre la Chine, le Japon, les Etats-Unis et l'Europe...Grâce à cela, nous pourrions saper les activités tous azimuts de l'union soviétique.»<sup>10</sup>

Le deuxième contenu de la politique africaine de Chine n'était pas changé. Durant cette période, bien que la plupart des pays d'Afrique aient acquis leur indépendance, il restait des territoires, surtout en Afrique australe (Angola, Mozambique, Zimbabwe) en lutte non seulement contre le colonialisme, mais aussi pour se libérer de la domination des Blancs. L'Afrique du Sud s'engageait dans une lutte des plus rudes contre le système d'apartheid. Dans ces circonstances, en apportant des soutiens politiques et une assistance économique aux pays indépendants d'Afrique, la Chine a établi des contacts avec les organisations pour la libération nationale des pays non indépendants et les soutenait gratuitement. Pendant les années 70, par l'intermédiaire des pays indépendants d'Afrique, dont la Tanzanie et la Zambie, mais aussi l'OUA, la Chine a non seulement fourni des armes aux organisations pour la libération nationale de ces pays d'Afrique, mais les a aussi aidés à former des guérilleros et des forces de base pour la lutte armée.

On peut facilement découvrir qu'il existait nettement une contradiction dans la politique africaine de Chine durant cette période. Car d'une part, la Chine adoptait une attitude proche de celle des pays occidentaux afin de contrecarrer l'expansion de l'Union soviétique dans tout le continent africain ; d'autre part, elle continuait à soutenir fermement la lutte des pays africains contre le colonialisme. Cette contradiction pourrait s'expliquer par les raisons suivantes : la première attitude émanait de la considération réelle des intérêts d'Etat ; la deuxième, c'était pour la raison

---

<sup>10</sup> Discours de Deng Xiaoping, le 5 mai 1979, lors d'une entrevue avec une délégation française.

idéologique. Mais, il faut indiquer que cette contradiction de la politique africaine de la Chine gênait ses relations politiques avec certains pays africains, les pays « pro-Moscou ».

Cependant, les années 70 sont une période d'essor des relations politiques sino-africaines. Au fur et à mesure du rétablissement de son siège légitime aux Nations unies en 1971 et de l'amélioration progressive de ses relations avec des pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, la Chine est sortie de l'isolement politique<sup>11</sup>, ce qui a donné une impulsion vigoureuse aux relations sino-africaines. Jusqu'à la fin de l'année 1979, 25 nouveaux pays africains établissaient des relations diplomatiques avec la Chine et 6 autres normalisaient leurs relations diplomatiques avec la Chine, le nombre des pays africains qui ont établi et maintenu des relations diplomatiques avec la Chine a atteint 44 contre 19 dans les années 60.

## 2.4 Quatrième période : Diplomatie d'indépendance et d'autonomie

Dans les années 80, et surtout à partir du milieu des années 80, la situation extérieure et intérieure de la Chine a connu de grands changements majoritairement favorables à la Chine.

Sur la situation internationale, selon les autorités chinoises, et dès le début des années 80, l'Union soviétique qui avait une ligne de front trop étendue, a connu à son tour un affaiblissement, alors que la situation intérieure et extérieure des Etats-Unis s'améliorait. Le rapport de force entre les deux superpuissances avait atteint un certain équilibre. Et puis, au fur et à mesure de l'amélioration sensible des relations soviéto-américaines depuis l'année 1985, des tensions entre l'Est et l'Ouest commençaient à s'adoucir. Par ailleurs, en profitant de la dispute entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, l'Europe occidentale et le Japon continuaient à développer leur économie.

La Chine, ayant appliqué la politique de réforme et d'ouverture vers l'extérieur<sup>12</sup>, s'est tirée d'une situation difficile au début des années 80. A l'extérieur, après la détente et l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les pays occidentaux, elle s'est ainsi présentée dans sa nouvelle tenue à la communauté internationale. Parallèlement, en octobre 1982, la première série de pourparlers sur la normalisation des relations sino-soviétiques a eu lieu à Pékin. Ainsi, après les Etats-Unis, une autre grande menace de la Chine était plus ou moins enlevée. A l'intérieur, la fin de

---

<sup>11</sup> Après son accession au pouvoir, le président américain Nixon a réajusté sa politique envers la Chine. A la suite des entretiens directs entre les dirigeants des deux pays, la Chine et les Etats-Unis ont publié en février 1972 un «Communiqué conjoint sino-américain», qui a ouvert la porte pour la normalisation des relations entre les deux pays.

<sup>12</sup> Cette politique a été adoptée à l'issue du 11<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste chinois en 1978. Auparavant la Chine appliquait une politique de «porte fermée» sur l'extérieur. Cette situation historique qui aujourd'hui semble incompréhensible, restait pourtant alors une réalité sévère, une conséquence de l'environnement international défavorable et des erreurs gauchistes de la politique chinoise.

la «Révolution culturelle (1966-1976)», dix ans de troubles politiques, a fourni à la Chine l'occasion de diriger ses efforts sur l'édification économique, et la situation intérieure tant politique qu'économique s'améliorait progressivement.

Conformément aux changements de la situation internationale et aux besoins du développement du pays, en corrigeant certaines fausses estimations de la situation, les autorités chinoises ont décidé de réajuster leur stratégie diplomatique, y compris leur politique vis-à-vis de l'Afrique. Il faut remarquer que, contrairement au passé, c'était dans une situation favorable et de sa propre initiative que le gouvernement chinois a réajusté sa stratégie diplomatique et sa politique africaine. Voici les points essentiels de ce réajustement :

--Premièrement, changer l'idée que la guerre est imminente<sup>13</sup>. Dès les années 80, vu la nouvelle conjonction internationale, Deng Xiaoping a fait remarquer que les forces de paix dans le monde ont augmenté dans une plus grande proportion que les forces de guerre, et qu'il était possible, pour une assez longue période, d'éviter une nouvelle guerre mondiale et de maintenir la paix. A partir de cette position, Deng Xiaoping a souligné que la paix et le développement constituent les deux sujets principaux du monde d'aujourd'hui, et que la tâche primordiale qu'attend la Chine est de développer l'économie afin de faire disparaître le retard du pays. Dans cette conjoncture, la diplomatie chinoise avait pour tâche principale de créer un environnement international pacifique, favorable à l'entreprise de modernisation du pays.

--Deuxièmement, il a fallu changer la stratégie d' « une ligne ». Etant donné que l'ouverture vers l'extérieur est une politique fondamentale à long terme de la Chine, pour la création d'un environnement internationale favorable à l'édification du pays, les autorités chinoises ont décidé de poursuivre une politique pragmatique. Les trois principes fondamentaux de cette politique sont le maintien de l'indépendance et de l'autonomie, la défense de la paix dans le monde et la recherche d'un développement en commun. Dans le cadre des relations internationales, la Chine tient à ne pas former d'alliance. Tout comme l'a souligné, Deng Xiaoping, la Chine poursuivait désormais une politique diplomatique d'indépendance, d'autonomie et de paix qui signifie un véritable non-alignement, ce qui constitue le principe fondamental de la diplomatie chinoise. Il a répété maintes fois que la Chine se trouvait dans le camp des forces pacifiques et luttait contre les forces de guerres.

--Troisièmement, désormais dans toutes les décisions prises par les dirigeants chinois, les intérêts d'Etat doivent être le point de départ et l'objectif final. Conformément à ce principe, en vue de

---

<sup>13</sup> Dans les années 60 et 70, les autorités chinoises estimaient qu'en raison de la confrontation Est-Ouest, la guerre mondiale était inévitable.

répondre aux besoins très variés de la communauté internationale, en abandonnant toutes les rancunes historiques et en se débarrassant de l'influence du système politique et de l'idéologie, les autorités chinoises préconisent le développement de ses relations d'amitié et de coopération avec tous les pays sur la base de Cinq Principes de coexistence pacifique.

Depuis lors, la Chine s'efforce de mettre en application une diplomatie tout azimut, de développer des relations de coopération amicale avec tous les pays, et cherche à se faire le plus d'amis et le moins d'ennemis possibles.

Pour s'adapter à cette stratégie, le gouvernement chinois a aussi réajusté sa politique africaine. Auparavant, surtout pendant la «Révolution culturelle (1966-1976)», sous l'influence du courant d'idées d'extrême gauche représenté par Lin Biao et la «Bande des Quatre», la vie politique et économique de Chine s'est enfoncée dans une crise terrible, ceci a non seulement porté gravement atteinte au développement social, politique et économique de l'intérieur, mais a également compliqué les relations avec l'extérieur. A cette époque-là, la politique africaine pratiquée par la Chine se colorait d'idéologie ou de subjectivité, autrement dit, cette politique se basait non seulement sur les intérêts d'Etat, mais aussi sur la tendance idéologique. Devant cette réalité, les nouveaux dirigeants chinois, surtout monsieur Deng Xiaoping, se rendent compte que les estimations chinoises de la situation étaient «dogmatistes et subjectivistes». C'est dans ce contexte que la Chine a réajusté sa politique vis-à-vis de l'Afrique en rejetant les considérations idéologiques et établi des relations de coopération avec des pays à systèmes sociaux et économiques différents.

Grâce au réajustement de la stratégie diplomatique de Chine et de sa politique africaine, ses relations avec les pays africains sont sorties de l'étape de la stagnation et entrées dans une période de développement régulier, ce qui a permis à Pékin d'intensifier son influence dans certains pays. Durant cette période, le nombre des pays africains qui ont reconnu la Chine devenait de plus en plus nombreux à la fin des années 80, sur les 51 pays africains indépendants, 47 ont des relations diplomatiques avec la Chine, contre 44 dans les années 70. Entre-temps, les rapports liant la Chine à l'Ethiopie, la Somalie, l'Angola, au Mozambique et à Madagascar ont connu des améliorations. Et avec ceux qui nouaient des liens d'amitié et de coopération de longue date avec la Chine, tels que la Tanzanie, la Zambie, le Zaïre, le Gabon, le Bénin, le Mali, le Ghana et la Guinée, les relations bilatérales ont été renforcées.

## 2.5 Cinquième période : Etablissement du nouvel ordre politique international

A la fin des années 80 et au début des années 90, en raison du changement survenu en Union soviétique et en Europe de l'Est, la guerre froide qui existait depuis un demi-siècle entre l'Est et l'Ouest a pris fin. Ces faits prouvent que la situation internationale se trouve à un tournant historique, une période de transition entre l'effondrement de la structure bipolaire et l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

Au commencement, certains ont fait une évaluation optimiste sur l'évolution de la situation internationale. Aux yeux des autorités chinoises, la situation internationale est en train de connaître des changements spectaculaires et profonds. Le plus frappant est l'accélération de la multipolarisation du monde et la mondialisation économique. Selon cette estimation, en poursuivant avec détermination une politique diplomatique d'indépendance, d'autonomie et de paix, les autorités chinoises cherchent à développer des relations amicales avec tous les pays du monde. Le principe de la stratégie diplomatique est de pousser l'évolution de l'échiquier mondial vers la direction de multipolarisation.

Au milieu des années 90, avec la détérioration des relations sino-américaines causée par le problème de Taiwan, les dirigeants chinois ont réexaminé la situation internationale depuis la fin des années 80 où la Chine et les autres pays du tiers monde se trouvaient.

Premièrement, selon les autorités chinoises, étant donné que certains facteurs liés à l'ancien système en voie de disparition sont encore bien présents, le passage du système bipolaire à un nouvel échiquier dépend de différents rapports de forces. Cette période peut être considérée comme une transition et en Chine on estimait qu'elle pourrait durer plus de vingt ans.

Deuxièmement, l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, puis la fin de la guerre froide n'ont pas apaisé les contradictions existant entre le Nord et le Sud. Ce changement a même placé le tiers monde dans une situation plus complexe<sup>14</sup>.

Troisièmement, il existerait une tendance de l'évolution de l'échiquier international vers un monde unipolaire. Les bombardements de l'OTAN sous le commandement des Etats-Unis sur la Yougoslavie et l'attaque de l'ambassade de Chine à Belgrade ont renforcé cette idée auprès des autorités chinoises.

Aux yeux des autorités chinoises, la situation récente prouve que le développement de la multipolarisation est ralenti et que la mono polarisation autour des Etats-Unis s'est renforcée. La

---

<sup>14</sup> D'abord, suite à la détente américano-soviétique et aux événements survenus en Europe orientale, les puissances occidentales ont réduit leur aide financière au tiers monde. Puis, au fur et à mesure de la mondialisation économique, les pays du tiers monde ont vu diminuer leur poids dans la vie économique mondiale. Ensuite, les pays industrialisés sont en train de former des blocs économiques pour renforcer leurs propres capacités concurrentielles, ce qui met les pays du tiers monde en face de nouveaux défis. Enfin, après l'évolution de l'Europe orientale, les puissances occidentales sous

tendance d'évolution de l'échiquier international est en train de s'écarter du processus qu'elle a prévu.

Mais il faut aussi remarquer que la Chine n'a pas changé ses politiques originales tant extérieures qu'intérieures. Elle continue à poursuivre la politique d'ouverture vers l'extérieur et la diplomatie de non-alignement<sup>15</sup>. Les principes et les caractéristiques les plus marquantes de la diplomatie chinoise sont les suivantes : Premièrement, tenir aux principes de l'indépendance et l'autonomie, ne pas s'allier avec quelque pays que ce soit ou bloc d'Etat, maintenir la paix mondiale et déterminer l'attitude et les politiques à partir des intérêts fondamentaux d'Etat dans toutes les affaires internationales. Deuxièmement, dépasser les différences entre les systèmes sociaux et les idéologies, développer des relations amicales et de coopération avec tous les pays conformément aux Cinq Principes de la Coexistence pacifique. Troisièmement, faire de l' « ouverture extérieure » une politique nationale de base, promouvoir les échanges et coopérer avec tous les pays dans les domaines du commerce et de l'économie, de la science, de la technologie et de la culture sur la base de l'égalité et des avantages réciproques. Quatrièmement, conformément à l'idée d' « un Etat, deux systèmes », résoudre les problèmes de Taiwan par des négociations pacifiques, afin de réaliser la réunification de la patrie et de maintenir souveraineté du pays.

Cependant, après la crise du Kosovo, bien que la Chine continue à poursuivre sa stratégie diplomatique de non-alignement, elle voudrait quand même renforcer l'association des forces faisant contrepoids aux Etats-Unis. Pour la Chine, la nouvelle stratégie des Etats-Unis influence le monde de trois façons : l'une est d'essayer d'utiliser sa position d'unique superpuissance de la planète pour empêcher la tendance à la multipolarisation. La seconde est d'utiliser le prétexte de la protection des droits de l'homme pour mettre en application une politique de néo-interventionnisme et fouler au pied la souveraineté des Etats. La troisième est d'ignorer les Nations Unies et de mépriser le droit international afin d'exercer une politique du plus fort. La Chine ne pourrait pas accepter ce monde à polarité unique que les Etats-Unis essaient d'établir et préconise de nouveau que «les Nations Unies doivent jouer leur rôle dans les affaires internationales et que ses membres doivent respecter les objectifs et principes de la Charte, ce n'est que de cette manière que la paix

---

couvert de démocratisation, de multipartisme et des droits de l'homme, s'ingèrent dans les affaires intérieures des pays du tiers monde.

<sup>15</sup> «La Chine ne s'allie pas avec aucune grande puissance et ou un bloc d'Etats, ne participe pas au bloc militaire», «nous continuerons à appliquer notre politique fondamentale d'ouverture..., nous sommes déterminés à développer, sur la base des cinq principes de la coexistences pacifiques, des relations d'amitié et de coopération avec tous les pays.---Discours prononcé par Jiang Zemin, président de la République populaire de Chine, lors de sa visite à l'Arabie saoudite, le 2 novembre 1999.

mondiale pourra être sauvegardée efficacement et que le développement de tous les pays pourra être réalisé.»<sup>16</sup>

Etant donné un grand écart existant entre son ambition et ses forces, la Chine doit s'allier aux pays du tiers monde, et en particulier aux pays africains, pour réaliser l'objectif de sa nouvelle stratégie diplomatique. La Chine voudrait accroître sa coopération avec les pays africains et les autres pays du tiers monde pour influencer, par une force collective, l'établissement d'un nouvel ordre mondial. Les mesures concrètes comprennent : des efforts pour réaliser la démocratisation des organisations internationales ; l'adoption d'une position concrète avec les autres pays du tiers monde, afin d'affronter de façon collective la stratégie d'un «Monde unipolaire» des Etats-Unis.

En fait, bien que la Chine ait accordé aux pays africains une aide dans la mesure de ses forces, il faut remarquer que le soutien et l'aide sont toujours réciproquement apportés. La Chine bénéficiait depuis toujours de compréhension, de sympathie et de soutien des pays africains dans beaucoup de domaines, par exemple, sur le problème de Taiwan<sup>17</sup>, sur les événements de Tian'anmen<sup>18</sup>, sur le problème des droits de l'homme<sup>19</sup>. Par conséquent, le gouvernement chinois apprécie hautement le rôle important que joue l'Afrique dans les affaires internationales et le soutien précieux que l'Afrique a accordé à la Chine.

Bien que l'Afrique ne se place pas au premier rang dans l'ordre de priorité de la diplomatie de la Chine<sup>20</sup>, elle occupe quand même une position d'importance. Car en négligeant les relations avec

---

<sup>16</sup> Discours prononcé par Jiang Zemin, président de la République populaire de Chine, lors de sa rencontre avec Didier Opertti, président de la 53<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU, à Pékin le 6 juillet 1999.

<sup>17</sup> La Chine ne l'oubliera jamais, le 25 octobre 1971, la 26<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une majorité écrasante une résolution selon laquelle elle décida de rétablir le gouvernement de la République populaire de Chine son siège légitime aux Nations Unies et d'en expulser le représentant de Taiwan. Au cours du vote, les représentants des pays d'Afrique ont joué un rôle très important. Parmi les 76 votes affirmatifs, 25 ont été votés par les représentants des pays d'Afrique, soit un tiers (32.9%). C'est ainsi que Mao Zedong a dit non sans émotion : «Si maintenant nous sommes entrés à l'ONU, c'est que les frères pauvres d'Asie et d'Afrique nous ont prêté l'épaule.» Le gouvernement chinois se félicite de leur position politique d'«une seule Chine», selon laquelle le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légitime de la Chine.

<sup>18</sup> Après les événements de la place Tian'anmen en 1989, les pays occidentaux ont exercé de la pression politique et ont recouru à des sanctions contre la Chine. A ce moment, malgré la pression en provenance des puissances occidentales, de nombreux pays africains ont accordé soutien et sympathie à la Chine et de nombreux dirigeants des pays africains ont visité la Chine. Les soutiens des pays africains ont aidé la Chine à passer une période des plus difficiles, ce qui témoignait de la fiabilité des relations sino-africaine.

<sup>19</sup> Chaque année depuis 1990, lors de l'assemblée de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, les pays occidentaux présentaient des projets de résolution anti-chinois, tentant par là, selon les autorités chinoises, d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine. Leurs agissements ont provoqué la vive opposition des Chinois mais aussi a rencontré le boycott des autres pays du tiers monde, en particulier ceux de l'Afrique. Grâce à leur soutien, la tentation des pays occidentaux s'est soldée par une défaite. A la 52<sup>ème</sup> session de la Commission des droits de l'Homme d'avril 1996, 14 des 15 pays membres d'Afrique ont soutenu la motion de la Chine de ne pas voter la proposition anti-chinoise des pays occidentaux. En 1998 la plupart des pays occidentaux ont été obligés d'annoncer qu'ils ne feraient plus de propositions contre la Chine. Selon l'autorité chinoise, il s'agissait d'une victoire de la diplomatie chinoise obtenue grâce au soutien des pays d'Afrique et du reste du tiers monde.

<sup>20</sup> La Chine s'efforce d'appliquer une diplomatie tous azimuts et cherche à se faire le plus d'amis et le moins d'ennemis possible sur la base des Cinq Principes de la Coexistence pacifique. Actuellement, la Chine entretient des relations

les 53 pays africains, la Chine risquerait de tomber dans l'isolement sur la scène internationale. C'est pourquoi les dirigeants chinois ont dit que «resserrer les relations avec les pays d'Afrique est une part importante de la politique extérieure de la Chine.»<sup>21</sup>

Selon l'opinion officielle chinoise, il existe des difficultés dans les pays africains. Face à la nouvelle situation internationale, les pays africains demeurent cependant une force non négligeable, non seulement à cause de leur position stratégique, de leur abondance en matières premières et de leur marché potentiel, mais aussi parce que les pays africains sont les membres de la société internationale. La résolution des problèmes démographiques, de pollution de l'environnement, de conflits régionaux et de lutte contre le trafic de la drogue serait impossible sans une participation des pays africains. Par ailleurs, aujourd'hui, l'Afrique compte 53 pays, qui représentent approximativement la moitié des membres du Mouvement des non-alignés et près d'un tiers de ceux des Nations unies. Avec comme règlement «un pays, un vote» suivi par les organisations internationales, les pays africains, en se rangeant du côté des autres pays en voie de développement, constituent une force non négligeable. Dans les affaires internationales, et surtout dans le domaine de la diplomatie multilatérale, la Chine dépend dans une certaine mesure du soutien des pays du tiers monde.

Au cours du changement de l'échiquier international l'Afrique a toujours maintenu sa position et son rôle dans la stratégie diplomatique de la Chine, notamment les 45 pays qui ont des relations diplomatiques avec la Chine.

Les relations avec les pays africains constituent l'un des chaînons principaux de la stratégie diplomatique de la Chine. Les autorités chinoises sont bien conscientes que si la Chine perd

---

diplomatiques avec 163 pays alors que ce chiffre n'était que de 110 en 1978. La Chine a également établi des contacts commerciaux et économiques avec plus de 220 pays et unités territoriales. La politique diplomatique de la Chine peut se résumer comme suit :

(1) Renforcer les relations avec tous les pays asiatiques et en particulier s'efforcer d'établir des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération basées sur la confiance dans le but de créer un environnement paisible et stable pour son développement économique. En tant qu'Etat asiatique, il est logique de considérer l'Asie comme la pierre angulaire du développement de sa politique extérieure. Ainsi, la Chine et la Russie ont résolu la plupart de leurs problèmes frontaliers et établi un «partenariat de coopération stratégique d'égalité et confiance orienté vers le 21<sup>ème</sup> siècle». La Chine et le Japon ont mis l'accent sur le développement stable de leurs relations et ont décidé de construire un «partenariat d'amitié et de coopération orienté vers le 21<sup>ème</sup> siècle consacré à la paix et au développement».

(2) Améliorer les relations avec les pays développés afin d'accélérer la modernisation du pays. Etant les partenaires économiques importants de la Chine, les pays développés peuvent l'aider grâce aux investissements et aux transferts de technologie. Depuis les années 90, les dirigeants chinois et américains se sont rendus visite et ont décidé d'établir un «partenariat stratégique constructif orienté vers le 21<sup>ème</sup> siècle». Les relations entre la Chine et l'Union européenne se sont également améliorées.

(3) Consolider et renforcer la solidarité et la coopération avec tous les pays en voie de développement, y compris les pays d'Afrique. Ce qui peut donner aux activités diplomatiques et économiques de la Chine un champ plus large, est donc devenu l'un des thèmes essentiels de sa politique étrangère.

(4) Renforcer les relations multilatérales avec les organisations gouvernementales des autres pays du monde.

<sup>21</sup> Discours de l'ancien premier ministre Li Peng, lors de son entretien, le 30 octobre 1995, avec son homologue éthiopien Meles.

l'Afrique, son influence internationale s'affaiblira beaucoup. A partir des années 90, au fur et à mesure du développement de son économie, l'un des principes de la diplomatie de la Chine réside toujours dans la recherche de l'augmentation de sa place et de son influence internationale, et sa politique envers l'Afrique vise aussi à mener des activités au niveau mondial avec la participation des pays africains. Plus précisément, dans l'immédiat, l'objectif de sa politique africaine est d'augmenter l'influence de la Chine sur le continent africain, de renforcer la position chinoise vis-à-vis de l'opinion internationale, d'élargir les forces faisant contrepoids à la stratégie d'un «monde unipolaire» des Etats-Unis, pour pousser et accélérer le processus de l'évolution de l'échiquier mondial vers un monde multipolaire. C'est un objectif qui constitue l'un des trois piliers de la politique diplomatique de Chine.

Dans la première moitié des années 90, il y a deux événements qui ont stimulé le développement des relations politiques entre la Chine et les pays africains.

Ce sont tout d'abord les événements de la place Tian'anmen. Certains pays occidentaux ont critiqués la Chine en disant : «Le gouvernement chinois a recours aux forces armées pour réprimer le mouvement des étudiants et des citoyens pour la démocratie et la liberté»<sup>22</sup>. Les relations entre la Chine et les pays occidentaux se sont trouvées dans une impasse lorsque ces derniers, les Etats-Unis en particulier, ont attaqué la Chine sur le plan politique et prit des sanctions économiques contre elle.

La deuxième chose est le mouvement de la démocratisation politique sur le continent africain. Selon les autorités chinoises, avec la fin de la guerre froide, les pays occidentaux, et surtout les Etats-Unis et la France préconisaient que la démocratie devait se développer sur le continent africain. Conformément à cette stratégie, ils ont décidé d'accorder leur aide économique aux pays africains, à condition que ces derniers pratiquent la démocratie multipartite.

C'est dans ce contexte, au commencement des années 90, le gouvernement chinois, tout en diversifiant ses relations économiques et commerciales avec l'étranger de façon à réduire sa dépendance excessive vis-à-vis de certains pays développés<sup>23</sup>, décidait de renforcer les relations politiques avec les pays africains.

---

<sup>22</sup> Selon les autorités chinoises, c'est une émeute contre-révolutionnaire qui vise à changer le régime socialiste et à procéder à une «occidentalisation tous azimuts.» Comme Deng Xiaoping a dit : «C'est une émeute contre-révolutionnaire que nous avons réprimée, qui est purement une affaire intérieure de la Chine. [...] Et ces mouvements ont été soutenus par des pays occidentaux, les Etats-Unis en particulier. Leur tentative est d'anéantir le régime socialiste de la Chine afin de l'intégrer dans l'univers du capitaliste monopoliste internationale.»

<sup>23</sup> Orientée par une stratégie de diversification des marchés, la Chine a pris une série de mesures pour entrer dans le marché africain, le commerce sino-africain a donc connu une expansion rapide. Selon les statistiques du ministère chinois des Relations économiques et commerciales avec l'étranger, et le volume de 1998 est près de 6 fois supérieur à celui de 1990, bien au-dessus du rythme moyen du développement de commerce extérieur de Chine durant les mêmes périodes.

Pour cela, la Chine a pris une série de mesures politiques et économiques. Du 22 juillet au 8 août 1989, Yang Fuchang, ministre-assistant des Affaires étrangères, a effectué une visite de travail dans cinq pays d'Afrique occidentale. Parallèlement, le ministre des Affaires étrangères, Qian Qishen, a fait une tournée dans six pays d'Afrique australe. A la suite de quoi, Yang Shangkun, président de la République d'alors, a présenté six principes régissant le développement des relations de la Chine avec les pays africains lorsqu'il a effectué une visite en Afrique en juillet 1992 :

- (1) La Chine soutient les pays africains dans le maintien de leur souveraineté et de leur indépendance nationale, ainsi que dans leur lutte contre l'intervention extérieure et dans leurs efforts pour promouvoir le développement économique.
- (2) La Chine respecte les pays africains dans leur choix d'un système politique et d'une voie de développement propre à leurs conditions nationales.
- (3) La Chine soutient les pays africains dans leur volonté de renforcer la coopération interafricaine, de résoudre les conflits par voie de négociations pacifiques.
- (4) La Chine apprécie hautement les efforts faits par l'OUA pour amener la stabilité dans le continent africain et pour la réalisation de l'intégration économique.
- (5) La Chine appuie tous les efforts des pays africains pour participer, en qualité de membre à part entière de la communauté internationale, dans les affaires internationales et dans l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique.
- (6) La Chine est disposée à développer ses échanges amicaux et la coopération économique avec les pays africains sur la base des Cinq Principes de coexistence pacifique.

L'année 1995 a marqué un développement évident des relations sino-africaines. Au cours de cette année, et pour réajuster sa politique économique vis-à-vis de l'Afrique et resserrer les liens sino-africains, le gouvernement chinois a organisé une réunion des ambassadeurs de Chine auprès des pays africains. De nombreux dirigeants chinois ont visité successivement le continent africain, entre autre : Li Pong, premier ministre, Qiao Shi, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, les 3 vice-premiers ministres, Zhu Rongji, Qian Qichen et Li Lanqing. L'un des

---

Evolution de commerce de la Chine avec l'Afrique (1950-1998) (millions de dollars US)					
année	Exports	Imports	Total échanges	Parts de Chine (%)	Parts de l'Afrique (%)
1950	8,92	3,22	12,14	1,07	/
1960	33,84	76,73	110,57	2,90	/
1970	112,10	65,11	177,21	3,86	/
1980	575,68	384,00	959,68	2,52	/
1990	659,57	275,28	934,85	0,81	0,89
1998	4059,33	1476,54	5535,87	1,71	2,31

objectifs de la visite de Zhu Rongji, qui s'occupe spécialement des affaires économiques de la Chine, était de consulter des dirigeants africains sur les nouvelles formes de coopération sino-africaine<sup>24</sup>. Deux mois après sa tournée en Afrique, Zhu Rongji a présidé la «Conférence nationale de travail sur la réforme de l'assistance à l'étranger». Selon He Xiaowei, directeur du département de l'Assistance extérieure du ministère chinois du Commerce et de la Coopération économique avec l'étranger, les réformes consistent surtout à diversifier les modes de l'assistance extérieure et l'origine des fonds qui lui sont dédiés. Autrement dit, pratiquer énergiquement le prêt bonifié octroyé par le gouvernement chinois en vue d'encourager les entreprises chinoises à coopérer directement avec celles des pays bénéficiaires, tout en accroissant, à bon escient, l'aide sans contrepartie aux pays les moins développés. D'après Liu Guijin, directeur du département Afrique du ministère chinois des Affaires étrangères, actuellement, l'aide extérieure chinoise se fait sous les trois formes suivantes : le prêt bonifié préférentiel du gouvernement<sup>25</sup>, les projets d'entreprises à co-gestion ou à capitaux mixtes<sup>26</sup>, et l'aide sans contrepartie<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> Au cours de sa visite, Zhu Rongji a déclaré que pour s'adapter aux changements politique et économique survenus dans les pays africains, la coopération sino-africaine, surtout la coopération économique doit être l'objet de réformes et de réajustements nécessaires. Zhu Rongji a avancé sa proposition en quatre points :

(1) Pour aider les nombreuses entreprises construites avec l'aide chinoise à surmonter les difficultés rencontrées dans leur gestion et leur exploitation, la Chine s'apprête, si les pays bénéficiaires de l'aide sont d'accord, à les transformer en entreprises à capitaux mixtes. La partie chinoise enverra des gestionnaires et des techniciens pour former sur place une nouvelle génération de techniciens et d'administrateurs d'entreprises modernes, afin de parvenir à la gestion de ces entreprises par les personnes indigènes.

(2) Le gouvernement chinois adoptera une politique pour encourager les entreprises chinoises performantes à procéder à diverses formes de coopération avec les pays africains. Ces projets doivent inclure de petites et moyennes entreprises à capitaux mixtes, avec pour objectif de transformer les matières premières locales. Le gouvernement chinois apportera également son soutien aux entreprises chinoises installées en Afrique et qui y jouissent d'une grande réputation. Il est important de n'envoyer que des cadres et non des ouvriers pour éviter de prendre le travail de la main-d'œuvre locale.

(3) La Chine consentira des prêts gouvernementaux à faibles taux d'intérêt pour que les entreprises chinoises et africaines puissent créer des coentreprises.

(4) La Chine continuera à offrir, dans la limite de ses possibilités, des dons en espèce aux pays africains pour les aider à réaliser des travaux d'utilité publique et des installations de bien-être.

<sup>25</sup> Le prêt bonifié du gouvernement est une assistance sous forme de prêt préférentiel. Le règlement détaillé du prêt bonifié est suivant : Avant de mettre en pratique ce prêt, les pays bénéficiaires et la Chine doivent, selon les besoins des premiers et la capacité du second, signer un accord préliminaire intergouvernemental concernant essentiellement le montant, le terme et le taux d'intérêt du prêt. Seulement après l'examen par la banque d'import-export de Chine et la banque désignée par le gouvernement du pays bénéficiaires sur la rentabilité des projets, les deux banques signeront, suivant les précisions de l'accord préliminaire, un accord de prêt et l'appliqueront.

<sup>26</sup> C'est un nouveau mode d'aide extérieure qui associe les projets d'aide, l'investissement et le commerce mutuellement avantageux. Le gouvernement chinois et celui du pays bénéficiaire n'interviennent que sur le plan politique et financier, leurs entreprises coopérant d'une façon directe. Ce faisant, on vise à développer l'économie du pays bénéficiaire et à former des gestionnaires et des techniciens locaux. En outre, la coopération à long terme des entreprises et l'interaction entre la rentabilité des projets et les intérêts des entreprises peuvent améliorer l'efficacité de l'aide extérieure. Evidemment, le revenu national des pays bénéficiaires augmentera et le chômage baissera du fait de la création de nouveaux emplois.

<sup>27</sup> Dans ce cadre, ce sont surtout des projets permettant d'accroître le bien-être de la population locale, comme la construction d'hôpitaux, d'écoles, de logements à bas prix et le forage de puits.

Jiang Zemin, président de la République populaire de Chine et Secrétaire Général du Parti communiste chinois, a ensuite effectué une visite officielle, en mai 1996, dans 6 pays d'Afrique. C'était la première fois que le dirigeant suprême chinois visitait le continent africain, c'est aussi un geste important du gouvernement chinois qui suit le réajustement de sa politique africaine sur le domaine économique et la mise en application d'une nouvelle politique. La tournée du Chef d'Etat chinois en Afrique a non seulement consolidé les relations existantes entre la Chine et l'Afrique, mais a aussi jeté des bases solides pour le développement des relations à long terme régulières et orientées vers le 21<sup>ème</sup> siècle. Invité par l'OUA, le président Jiang Zemin a prononcé, lors de son séjour en Ethiopie, un discours intitulé «Pour une nouvelle œuvre monumentale dans les annales de l'amitié sino-africaines». Dans ce discours, il a avancé cinq suggestions sur le développement des relations entre la Chine et les pays africains. La Chine et l'Afrique doivent :

- (1) se traiter en amis fidèles en tous temps,
- (2) se traiter l'une et l'autre en termes égaux, respecter mutuellement leur souveraineté et s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures de chacune,
- (3) s'efforcer d'assurer le développement commun en recherchant l'avantage réciproque<sup>28</sup>,
- (4) multiplier les consultations entre la Chine et l'Afrique et intensifier leur coopération en matière d'affaires internationales<sup>29</sup>,
- (5) s'unir pour se tourner vers l'avenir et créer un monde meilleur<sup>30</sup>.

En somme, l'objectif de la tournée du président Jiang Zemin en Afrique visait à consolider les relations entre la Chine et les pays africains, à déclarer au monde entier que la Chine et les pays africains sont des «amis fidèles en tous temps» et en même temps à clarifier les points de vue sur les problèmes d'Afrique et la perspective de l'Afrique.

Dans les années 90, la Namibie et l'Erythrée ont établi des relations diplomatiques avec la Chine aussitôt qu'elles ont proclamé leur indépendance. Et le 1 janvier 1998, la nouvelle Afrique du Sud, le pays économiquement le plus puissant du continent africain, a établi des relations diplomatiques avec la Chine. Et puis la même année, la Chine a rétabli des relations diplomatiques avec la

---

<sup>28</sup> «En particulier, Le gouvernement chinois encouragera les entreprises et sociétés chinoises économiquement puissantes à pratiquer en Afrique une coopération réciproquement avantageuse d'envergure variée [...]. La Chine développera les voies par lesquelles s'effectue le commerce et accroîtrons les importation en provenance d'Afrique pour promouvoir une croissance équilibrée et rapide du commerce entre les deux parties.»

<sup>29</sup> «La Chine et les pays africains ont une longue tradition de coopération aux Nations unies et dans d'autres forums internationaux, tradition qui les a amenés à se soutenir quelles que soient les circonstances. La Chine préconise [...] que la communauté internationale doit écouter réellement la voix de l'Afrique et que les Nations unies et les agences internationales concernées doivent respecter les opinions des pays africains et de l'Organisation de l'Unité africaine.»

<sup>30</sup> «Pour les Africains, le siècle écoulé est le «siècle de la libération», et le nouveau siècle est le «siècle du développement» ».

République centrafricaine et la Guinée Bissau. A la fin de l'année 1999, sur 53 pays africains, 45 ont établi et maintenu des relations diplomatiques avec la Chine<sup>31</sup>.

L'analyse comparative de l'évolution de la politique africaine de Chine montre qu'après leur énoncée par Zhou Enlai au début des années 60, les cinq principes de la politique africaine de Chine, bien que réajustés de façon appropriée au fil du temps afin de s'adapter au changement de la situation internationale, africaine et nationale, n'ont pas été changés. Cela se reflète aussi dans l'attitude de Chine à l'égard des problèmes africains d'importance majeure.

## 2.6 Les problèmes africains vus par la Chine

### 2.6.1 A propos des conflits en Afrique

La Chine est préoccupée par les conflits en Afrique, et elle a toujours soutenu les pays africains dans leurs efforts pour les résoudre et pour installer une paix durable. Selon les autorités chinoises, le désordre interne et les conflits en Afrique mettent en danger non seulement la stabilité sociale et politique de ces régions, mais affectent également la paix et le développement du monde. De ce point de vue, le gouvernement chinois appelait au déploiement des efforts pour mettre fin aux conflits en Afrique par les moyens pacifiques et a énuméré deux points cruciaux. Premièrement, le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des pays africains et la non ingérence dans leurs affaires internes constituent les conditions préalables et le point de départ pour régler les conflits. Deuxièmement, la communauté internationale doit résoudre les problèmes par des moyens pacifiques. Le gouvernement chinois espère que les parties concernées sauront résoudre leurs problèmes par le dialogue politique.

La Chine soutenait l'Organisation de l'Unité Africaine, ainsi que d'autres organisations de niveau régional, quand celles-ci prennent des mesures en faveur de la paix, de la stabilité et du progrès dans le but de promouvoir l'unité africaine et de protéger son intégrité économique. La Chine exhorte la communauté internationale à tenir compte de la diversité des opinions qui s'expriment en Afrique en renforçant les consultations bilatérales et la coopération entre Etats. La Chine appelle la communauté internationale et plus spécialement les pays développés à prendre l'Afrique en considération, à mettre tout leur poids pour la paix et le développement afin de maintenir la stabilité en Afrique.

---

<sup>31</sup> Seul le Malawi et le Swaziland n'ont pas de relations diplomatiques avec la Chine. Six pays (le Burkina Faso, la Gambie, le Sénégal, Sao Tomé et Príncipe, le Tchad et le Libéria) ont interrompu les relations diplomatique avec la

## 2.6.2 A propos de la démocratisation politique en Afrique

(1) Selon l'opinion officielle chinoise, comme la première vague démocratique des années 60, celle des années 90 est aussi étroitement liée au monde extérieur. Après la fin de la guerre froide, certains pays occidentaux, surtout les Etats-Unis et la France, profitant des changements radicaux en Union Soviétique et en Europe Orientale et des difficultés économiques des pays africains, ont tenté d'imposer à ces pays leur conception des droits de l'homme et de la démocratie. Or la plupart des pays africains manquent de force motrice intérieure de la démocratisation et de force de résistance à des influences extérieures. Dans ce cas-là, l'influence et les conditions extérieures revêtent une importance toute particulière. Ainsi, dès le début, le gouvernement chinois a réaffirmé sa position de soutien aux pays africains dans leur lutte contre la politique du plus fort, comme l'a réaffirmé Qian Qichen, ministre des Affaires étrangères de la Chine, le 22 janvier 1992 à l'Université de Namibie : «Seuls les Africains connaissent les réalités de leur pays. Ce sont eux qui ont le droit et sont capables de choisir un chemin propre à leur développement. La Chine respecte complètement qu'ils choisissent un système social et un modèle de développement qui correspondent à la situation de leur pays respectifs». Jiang Zemin, président de la République populaire de Chine a aussi souligné, lors d'une visite en Afrique en mai 1996, que la Chine continuera à respecter le choix de système politique et de voie de développement fait par ces pays selon leurs désirs et en fonction de leur situation nationale respective.

(2) Selon l'opinion officielle chinoise, la démocratie s'est toujours développée par étape dans le monde tant sur le plan de la pratique que sur le plan de la théorie. La démocratie est une théorie qui évolue. Avec le temps, elle absorbe sans cesse de nouvelles idéologies et s'enrichit de nouveaux éléments. La clé de la démocratisation politique dans les pays africains consiste à observer si elle est bénéfique à la stabilité politique, au développement socio-économique, à l'amélioration des conditions de vie.

(3) Dans quelque pays que ce soit, la démocratie est quelque chose de concret et non d'abstrait, de relatif et non d'absolu. Cela dépend de l'histoire du pays, de ses traditions culturelles, de son système social et surtout de son niveau de développement économique. Aujourd'hui en Afrique, si la démocratie signifie que le peuple aura la possibilité de participer à la gestion des affaires d'Etat et d'élire et superviser ses dirigeants, elle pourra apporter des avantages à l'Afrique. Au contraire, si elle n'entraîne que la mise en place d'un pluripartisme et n'offre qu'à une minorité d'homme d'Etat des occasions de se disputer le pouvoir, les voix et les sièges au Parlement, le peuple tomberait dans le désespoir car lorsqu'on souffre de faim, la démocratie n'a aucun sens.

(4) En apparence, la pratique de la démocratie n'a pas besoin de conditions préalables, mais comme elle a les caractéristiques mentionnées ci-dessus, sa réalisation est en relation avec le développement de l'économie, de l'éducation et de la culture. Donc, la mise en pratique de la démocratie nécessite certaines conditions. Un niveau assez élevé du développement économique, une base solide dans la société, la culture et l'éducation et la stabilité politique sont indispensables. Car les troubles sociaux ne peuvent pas donner la moindre garantie pour réaliser la démocratie. De même que la stabilité et le développement doivent aller de pair, la démocratie et la stabilité, la démocratie et le développement doivent aussi marcher de concert. Sans le développement social, économique et culturel, le développement politique est un château bâti sur les sables mouvants. Par conséquent, le développement politique où le niveau de démocratie politique peut éventuellement être mesuré par le niveau de développement réel de la société, de l'économie et de la culture.

### 2.6.3 A propos du problème des droits de l'homme en Afrique

Depuis la fin de la guerre froide, les pays occidentaux prenaient toujours la Chine et certains pays africains pour cible dans le domaine des droits de l'homme.

La Chine et les pays africains ont de nombreux points de vue communs sur les problèmes des droits de l'homme. Selon les autorités chinoises, pour un pays ou une nation, le premier des droits de l'homme est le droit à l'existence, sans lequel il n'est point question d'autres droits. Il fallait cependant encore travailler pour la vie quotidienne du peuple soit assurée avant de résoudre définitivement le problème du droit à l'existence. Manger à sa faim et s'habiller chaudement étaient les exigences minimales du peuple. Dans l'Afrique actuelle, la protection du droit à l'existence et l'amélioration des conditions de vie continuent à être un problème primordial. De ce point de vue, de concert avec les autres pays en voie de développement, la Chine lutte fermement contre l'intervention étrangère. L'opinion de la Chine est que les droits de l'homme sont par leur nature du ressort de la juridiction nationale d'un Etat et que le respect de la souveraineté des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, qui font partie des règles de base du droit international, s'appliquent dans tous les domaines des relations internationales et naturellement dans celui des droits de l'homme. Ainsi, au cours des activités de l'ONU en faveur des droits de l'homme, la Chine s'oppose fermement à ce que quelque pays que ce soit se serve des droits de l'homme pour imposer ses valeurs, son idéologie, ses conceptions politiques et son mode de développement à d'autres pays, et pour s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays, en particulier des pays africains.

## PARTIE 3

### La perspective des relations sino-africaines et la politique africaine de Chine

#### 3.1 La base politique du développement des relations entre la Chine et les pays d'Afrique

##### 3.1.1 Absence de sources de conflits entre la Chine et l'Afrique

Il n'existe ni problèmes légués par l'histoire ni conflits d'intérêt réel entre la Chine et les pays africains, mais les deux parties sont liées par des intérêts communs.

Les dirigeants chinois réaffirmaient toujours qu'en tant que pays en voie de développement, la Chine et les pays africains appartiennent tous au tiers monde. Ils ont connu, dans le passé, le même sort et ont été victimes de l'agression du colonialisme et des puissances étrangères. Dans la longue lutte pour l'indépendance et la libération nationale et contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, ils se sont réciproquement accordés sympathie et soutien. Durant un demi-siècle, la Chine s'est rangée fermement au côté des peuples africains, les soutenant inlassablement dans leurs luttes contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, l'hégémonisme et la politique du plus fort, ainsi que dans leurs luttes pour la décolonisation du continent africain et pour la libération nationale.

Aujourd'hui, La Chine et l'Afrique se trouvent confrontées à des tâches communes. Après la guerre froide, le monde a connu des changements complexes et profonds. La situation internationale tend globalement vers la détente et la multipolarisation s'accroît. La paix et le développement sont devenus le courant principal du monde. Mais en même temps, l'hégémonie, la politique du plus fort et l'ordre politique et économique déraisonnable sévissent toujours et l'écart entre le Nord et le Sud se creuse. Dans leur lutte pour le maintien de la paix mondiale et la sauvegarde des intérêts du tiers monde, l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique international juste et raisonnable et le redressement de l'économie de leurs pays respectifs et contre la politique du plus fort poursuivie par certains pays occidentaux, la Chine et les pays africains ont des intérêts communs et doivent se soutenir et coopérer. La grande majorité des pays africains considèrent la Chine non seulement comme un «ami de toute confiance», mais également comme une force internationale importante dans la sauvegarde de la paix mondiale et le combat contre l'hégémonisme et la

politique du plus fort. De son côté, le président chinois Jiang Zemin a dit que la Chine et les pays africains sont «amis de tout temps».

Selon l'analyse des autorités chinoises, avec la fin de la guerre froide et l'accomplissement de la mission historique du mouvement de libération nationale en Afrique, bien que les pays africains aient amélioré et renforcé leurs relations avec les pays occidentaux, sur le plan politique, ils s'opposent toutefois fermement à l'intervention des grandes puissances occidentales dans leurs affaires, à l'hégémonisme et à la politique du plus fort pratiquée au nom des droits de l'homme, de la démocratie, de l'environnement ou de la sécurité. Le gouvernement chinois s'en est tenu aux cinq principes de la coexistence pacifique dans ses rapports avec les pays africains, et a toujours respecté leurs régimes politiques et leurs modes de développement. En aucun moment, il n'est intervenu dans leurs affaires intérieures. Il ne leur a jamais non plus imposé son système de valeur. Bien au contraire, ce sont des pays africains qui apprécient les succès remarquables obtenus par les Chinois dans la réforme et l'ouverture du pays et espèrent assimiler cette expérience chinoise et renforcer leurs relations de coopération amicale avec la Chine dans tous les domaines. Voilà ce qui forme la base politique principale des relations sino-africaines.

### 3.1.2 Des visites d'autorités fréquentes

Les visites entre dirigeants chinois et africains de haut niveau ont approfondi la compréhension, renforcé l'amitié et fait progresser la coopération sino-africaine. Ceci a jeté les fondements solides pour le développement des relations entre les deux parties et constitue également une des caractéristiques des relations sino-africaines.

Les relations sino-africaines ont été cimentées et développées par les premières générations des dirigeants chinois et africains au cours de leurs luttes communes. Les contacts directs entre la Chine nouvelle et les pays d'Afrique remontent au milieu des années 50. Ce sont les dirigeants chinois de la première génération et les précurseurs du mouvement de la libération nationale de l'Afrique qui ont établi ces relations. Pendant cette période, des représentants de pays et organisations politiques africaines ont visité la Chine et ont pris contact avec la partie chinoise sur le plan international. En avril 1955, Zhou Enlai, premier ministre chinois d'alors, a participé à la Conférence afro-asiatique tenue en Indonésie, où il a rencontré pour la première fois les dirigeants égyptiens, éthiopiens, libyens, soudanais, libériens et ghanéens.

De décembre 1963 à février 1964, Zhou Enlai a effectué une visite historique dans dix pays africains. Par la suite, il s'est rendu encore deux fois en Afrique. Depuis lors, les liens entre la Chine et les pays d'Afrique n'ont cessé de se resserrer et se sont concrétisés par de fréquentes visites de dirigeants africains vers la Chine et réciproquement.

Pour la partie chinoise plus de 30 dirigeants chinois de rang de vice-premier ministre ou supérieur ont effectué environ de 180 visites dans 47 pays africains. Après la mise en application de la réforme et de l'ouverture sur l'extérieur, et surtout depuis ces dix dernières années, les dirigeants chinois n'ont cessé de visiter des pays africains. Parmi eux, on trouve trois présidents de la République (Li Xiangnian, Yang Shangkuan et Jiang Zemin), deux premiers ministres, deux présidents du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, une dizaine de premiers ministres ou de conseillers d'Etats<sup>32</sup> ayant visité au total plus de 40 pays africains.

D'autres part, des dirigeants africains ont également effectué fréquemment des visites en Chine. L'ancien président guinéen Sekou Touré, qui a visité la Chine en septembre 1960, est devenu le premier chef d'Etat africain à poser le pied sur le sol chinois. Pendant les 40 années qui suivirent, les chefs d'Etat ou de gouvernement de 48 pays africains ont visité environ 200 fois la Chine, dont 160 fois pour les chefs d'Etat. Entre 1990 et 1999, les chefs d'Etats et de gouvernements africains ont effectué 57 visites en Chine, contre 33 fois dans les années 70. A cela s'ajoutent encore plusieurs centaines de visites de ministres africains. Ces voyages montrent également que les dirigeants des pays d'Afrique, eux aussi, ont tous prêté une grande importance aux relations sino-africaines.

### 3.1.3 Complémentarité économique

La Chine a déjà apporté, dans la mesure du possible, une aide aux pays africains dans les domaines de l'économie, de la santé publique, de la culture et de l'éducation et, les projets de coopération réalisés dans ce cadre ont contribué non seulement au développement de l'économie africaine, mais aussi au renforcement des liens politique entre les deux parties. Par ailleurs, la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Afrique se caractérise par une grande complémentarité. Ces complémentarités économiques sont un facteur extrêmement favorable à l'expansion de la base des relations de coopération politique entre les deux parties. Cette complémentarité économique se trouve dans les domaines suivants :

La complémentarité des ressources et des marchandises : l'Afrique recèle des riches ressources minérales, agricoles et forestières. Quant à la Chine, les ressources naturelles disponibles par personne sont faibles. Elle a donc besoin de certaines matières de l'Afrique. Les produits agricoles, les minerais, le pétrole, le bois d'œuvre, le coton et le cacao de l'Afrique, les machines agricoles, les appareils électroménagers, les produits de l'industrie légère et alimentaire, les articles d'usage

---

<sup>32</sup> Pour la seule année 95, les trois vice-premiers ministres Zhu Rongji, Li Lanqing et Qian Qichen ont visité l'Afrique. Depuis 1989, le ministre des Affaires étrangères chinois, Qian Qichen puis son successeur Tang Jiaxuan, consacre les premiers jours de chaque année à la visite de quelques pays africains.

courant et les machines industrielles de la Chine permettent de nombreux échanges commerciaux. Ces produits correspondent aux besoins des peuples chinois et africains. Donc, il est possible pour l'Afrique de devenir le partenaire commercial de la Chine.

La complémentarité technique : A l'heure actuelle, la plupart des pays africains manquent de gestionnaires qualifiés et de techniques relativement avancées. La Chine possède beaucoup de techniques pratiques qui peuvent répondre aux besoins des pays africains<sup>33</sup>. Par conséquent, la Chine et les pays africains peuvent procéder, conformément aux principes de l'égalité et des avantages réciproques et de la division internationale du travail, à une large coopération en vue de stimuler leur développement économique et technique. Il en résulte donc que la complémentarité économique, commerciale et technique peut jouer un grand rôle dans la promotion des relations politiques entre la Chine et les pays d'Afrique.

### 3.2 Des obstacles du développement des relations politiques sino-africaines

Certes, la base des relations politiques entre la Chine et l'Afrique est solide et il existe bien des conditions encourageantes pour le développement des relations sino-africaines. Cependant, il existe également des facteurs défavorables ou bien des difficultés. Cela s'explique principalement par les raisons suivantes.

#### 3.2.1 Le poids du problème Taiwan sur les relations politiques sino-africaines

Le poids du problème Taiwan sur les relations sino-africaines est important. Sur le plan politique, on peut même dire que Taiwan est le principal adversaire de la Chine continentale en Afrique et le plus grand obstacle au développement des relations sino-africaines<sup>34</sup>.

Au fur et à mesure du développement de son économie, la place sur la scène internationale de la Chine n'a cessé d'augmenter au cours des années 90, et sur le continent d'Afrique, elle se trouve confrontée au défi lancé par les autorités de Taiwan. Bien qu'il n'ébranle pas l'influence et la

---

<sup>33</sup> Bien que le niveau économique et technique de la Chine soit inférieur à celui des pays développés, la Chine a encore une certaine supériorité par rapport aux pays africains.

<sup>34</sup> De 1949 à 1990, le pouvoir du Parti nationaliste chinois (Guomindang) a toujours persisté dans le principe d'une seule Chine, mais pour Taïpeh, la République de Chine a seulement provisoirement transféré son gouvernement à Taiwan, après la prise illégale du pouvoir par les communistes en 1949. Pendant cette période, la question quant à l'existence de «deux Chine» ne se posait pas, les communistes et les nationalistes prétendant être les représentants de tous les Chinois. Le tournant a eu lieu en mai 1991, quand Taïpeh a finalement renoncé à la souveraineté sur le continent et a affirmé ne plus s'opposer à Pékin pour le droit de représenter la Chine. Cette décision a eu des conséquences pour la communauté internationale. Elle a signifié que les gouvernements étrangers doivent choisir entre «deux gouvernements chinois».

position de Chine en Afrique, le problème de la rivalité entre les deux côtés du détroit de Taiwan est compliquée, et même défavorable à la Chine durant la première moitié des années 90.

Depuis la fin de la guerre froide, la rivalité entre la Chine et Taiwan en Afrique est de plus en plus acharnée. En pratiquant en Afrique une «diplomatie des crédits», les autorités de Taiwan ont essayé d'élargir leur «espace vital» et d'étendre leur influence internationale. La diplomatie que les autorités de Taiwan adoptent à l'égard de certains pays sous-développés prend l'allure d'un véritable marché commercial : la reconnaissance voire la «double reconnaissance» de Taiwan en échange d'une aide économique. Dans les années 90 six pays africains (le Burkina Faso, la Gambie, le Sénégal, Sao Tomé et Príncipe, la Guinée-Bissau, le Tchad et le Libéria) ont interrompu les relations diplomatique avec la Chine et rétabli des «relations diplomatique» avec Taiwan. De même, pour maintenir leurs relations avec l'Afrique du Sud, les autorités de Taiwan ne cessent d'utiliser l'argent comme arme diplomatique. C'est la raison pour laquelle l'Afrique du Sud n'a établi des relations diplomatiques avec la Chine qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998.

La grande majorité des pays d'Afrique respectent strictement l'accord conclu avec la Chine au sujet de Taiwan. Le gouvernement chinois manifestait à maintes reprises que la Chine se félicite de la position politique d'«une seule Chine» de la plupart des pays d'Afrique, selon laquelle le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légitime de la Chine. Si la Chine ne s'oppose pas à ce que certains pays africains procèdent au rétablissement des relations économiques et commerciales non gouvernementales avec Taiwan, elle s'oppose fermement à la pratique de Taiwan qui profitent des difficultés de certains pays d'Afrique, pour pratiquer la politique de «deux Chine» ou «une Chine et un Taiwan».

Cependant, la concurrence politique entre la Chine et le Taiwan apporte des opportunités aux pays africains sur le plan aussi bien économique que politique. Du fait des querelles entre les deux côtés du détroit de Taiwan, les relations sino-africaines devenaient compliquées et même fragiles : En profitant du problème de Taiwan, certains pays africains changeaient constamment de position en penchant tantôt à la Chine, tantôt à Taiwan afin d'obtenir de l'avantages réel économique. Certains d'entre eux demandaient au gouvernement chinois d'augmenter l'assistance économique, certains ont même demandé au gouvernement chinois de fournir une assistance aux projets qu'ils avaient décidés à l'avance. Au cours de ces dernières années, le gouvernement chinois a fait des efforts et a adopté une série de mesures dans le but de garantir le développement sain et stable des relations de coopération sino-africaine, mais le résultat n'est pas encourageant. En somme, le problème de Taiwan est un facteur d'instabilité dans le développement des relations entre la Chine et les pays africains

### 3.2.2 L'impact du changement de la situation en Afrique sur les relations politiques sino-africaines

Depuis 1990, le continent africain a connu une série de changements tant sur le plan politique que sur le plan économique. Tous ces changements influencent inévitablement les relations sino-africaines.

Premièrement, la fondation de la République de Namibie, en mars 1990, a annoncé l'accomplissement de la mission historique qu'est la décolonisation du continent africain, et la disparition du pouvoir raciste des Blancs d'Afrique du Sud. La naissance de la nouvelle Afrique du Sud en mai 1994 a marqué la fin victorieuse de la lutte des peuples africains pour l'émancipation politique. De ce fait, la tâche historique des pays africains consiste désormais à développer leur économie nationale et à sortir de la pauvreté. Parallèlement, la tâche clé de leur politique extérieure s'oriente vers l'économie.

Deuxièmement, l'«amitié personnelle» entre les dirigeants chinois et africains sert depuis toujours d'un trait d'union sentimental au renforcement des relations entre Etats. Or, depuis que des pays africains ont commencé à mettre en place leur système de multipartisme parlementaire, la fréquence de l'alternance des pouvoirs s'accélérait, et des éléments instables des relations sino-africaines s'accroissent. Pékin ne connaît pas parfaitement l'attitude envers la Chine des nouveaux hommes politiques africains déjà au pouvoir ou prêt à le conquérir. Ayant reçu une formation dans les pays occidentaux ou rempli des fonctions dans des organismes financiers internationaux pendant longtemps, beaucoup d'entre eux ont été fortement influencés par les valeurs occidentales. Pékin s'inquiète donc de ce qu'ils se tiennent à l'écart de la Chine.

### 3.2.3 Les obstacles existant dans le domaine de la coopération économique et du commerce

Sur le plan politique, il existe également des problèmes économiques entre la Chine et les pays africains. Par exemple, le manque de capitaux est non seulement la plus grosse difficulté existant dans la coopération économique entre la Chine et les pays africains, mais peut aussi restreindre le développement des relations politiques. Ces dernières années, bien que l'économie africaine se redresse, la situation économique reste insuffisante dans son ensemble. De nombreux autres facteurs font que l'écart entre le niveau de développement des pays d'Afrique et celui des autres pays du monde ne cesse de s'accroître<sup>35</sup>. La pauvreté entrave gravement le développement en Afrique. Pour saisir davantage d'occasions de commerce, d'investissement, d'assistance et de coopération

---

<sup>35</sup> Selon des statistiques de la Banque mondiale, 33 des 44 pays les moins avancés se trouvent en Afrique. Plus de la moitié des Africains sont dans la «pauvreté absolue». Les dettes extérieures de l'Afrique atteignaient plus de 300 milliards de dollars américains, soit près de 85% du PIB du continent.

économique, les intérêts économiques occupent une place primordiale dans leur politique extérieure. Pour réaliser cet objectif, les pays africains étendent, d'une part la coopération avec les pays développés occidentaux en renforçant leurs relations économiques et politiques traditionnelles avec ces derniers, d'autre part ils s'efforcent de mettre en valeur la potentialité de coopérations avec les pays en développement d'Asie-Pacifique, et espèrent beaucoup de la Chine.

Néanmoins, comme les pays d'Afrique, la Chine est aussi un pays en voie de développement et très peuplé. Elle possède une superficie insuffisante de terres cultivables et les ressources par habitant sont de beaucoup inférieures à la moyenne mondiale. Bien qu'au cours de ces dernières années, l'économie chinoise ait connu un développement rapide, son envergure économique n'est pas très importante, d'autant moins qu'elle est à diviser par ses 1,3 milliard d'habitants. En conséquence, il convient d'admettre que la Chine reste encore un pays en voie de développement. Elle n'a même pas suffisamment de fonds pour sa propre construction. Dans ces conditions, il est difficile pour la Chine de fournir de grosses sommes pour élargir, rapidement et à court terme, le niveau de coopération économique sino-africaine. Par manque de fonds, bien que possédant une capacité technique, les sociétés chinoises n'ont pas pu prendre en charge en Afrique davantage de projets importants d'exploitation des ressources, de construction et de rénovation technique, ce qui a entravé le développement de l'assistance et des investissements de la Chine vers l'Afrique. Donc, le manque de capitaux est devenu et va rester pendant longtemps le premier obstacle auquel fait face la coopération politique, économique et technique sino-africaine.

Sur le plan commercial, malgré ses performances récentes, le commerce sino-africain reste d'un niveau faible car les échanges entre les deux parties représentent moins de 2% du montant global de leurs commerces extérieurs. En 1998, la valeur des exportations chinoises vers l'Afrique ne représente que 2,2% du montant global de ses exportations, tandis que celle des importations chinoises en provenance d'Afrique, ne représente que 1,1% des importations. En outre, depuis 1990 la Chine a eu une balance commerciale excédentaire avec l'Afrique et en 1998 son excédent a atteint 2,58 milliards de dollars contre 0,74 milliard en 1997.

### 3.3 La perspective des relations politique entre la Chine et l'Afrique

Des dirigeants chinois ont réaffirmé à maintes reprises qu'en tant que pays du tiers monde, la Chine prête toujours une grande attention au renforcement de la solidarité et de la coopération avec les pays africains et les autres pays du tiers monde. C'est là un point fondamental de sa politique étrangère.

Dans la perspective des relations politique entre la Chine et l’Afrique, et bien qu’il existe des difficultés, des occasions s’offrent. Il importe de bien savoir les saisir. Dans ce nouveau siècle, le gouvernement chinois souhaite le développement tous azimuts des relations d’amitié et de coopération entre la Chine et les pays africains sur la base des Cinq Principes de Coexistence pacifique. Pour atteindre cet objectif et tout en s’adaptant aux circonstances nouvelles, le gouvernement chinois a décidé de renforcer la coordination et la coopération des divers départements intéressés du gouvernement chinois, et de veiller à l’harmonie et l’équilibre des objectifs à cours terme et à long terme de sa politique africaine. Parallèlement, il est en train de rechercher des contre-mesures et voudrait prendre les mesures suivantes.

### 3.3.1 Renforcer les liens et la coopération politique entre la Chine et les pays africains dans les affaires internationales.

Le gouvernement chinois œuvre toujours pour renforcer les relations entre la Chine et l’Afrique. Selon les autorités chinoises, la Chine et les pays africains ont de nombreux points de vue communs sur les problèmes internationaux, donc la Chine et les pays africains doivent renforcer leur coopération dans les affaires internationales. De ce fait, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et premier pays en voie de développement du monde, la Chine doit non seulement exprimer explicitement qu’elle s’oppose fermement à toute forme d’hégémonisme et de politique du plus fort, qu’elle protège les droits et intérêts des pays en voie de développement et qu’elle promet l’établissement d’un nouvel ordre économique et politique international juste et raisonnable. Mais elle doit aussi participer plus activement à la diplomatie multilatérale et jouer un rôle constructif dans les affaires africaines et internationales. La Chine poursuit un triple objectif : stimuler l’influence politique de la Chine sur le continent africain, renforcer la position chinoise vis-à-vis de l’opinion internationale, élargir l’association des forces faisant contrepoids à la stratégie d’un «monde unipolaire» des Etats-Unis, pour pousser et accélérer le processus de l’évolution vers un monde multipolaire.

### 3.3.2 Elever le niveau des relations de coopération économique et de commerce entre la Chine et l’Afrique afin de consolider la base des relations politiques entre les deux parties.

Avec les changements de la situation politico-économique internationale, les relations économiques commencent à prédominer. Après la guerre froide et surtout depuis le milieu des années 90, les pays d’Afrique ont eux aussi réajusté leur politique étrangère et ont œuvré à créer par des efforts diplomatiques, des conditions favorables au développement. Le gouvernement chinois a décidé de développer ses relations de coopération économique et technique et d’augmenter les échanges

commerciaux avec les pays d'Afrique, afin de consolider la base des relations politiques entre les deux parties.

C'est un fait fondamental que la Chine n'a jamais utilisé son aide économique comme un moyen pour s'ingérer dans les affaires intérieures des pays bénéficiaires et que la Chine n'a pas tiré beaucoup d'avantages économiques dans son aide en Afrique. Cependant, dans le développement des relations politiques sino-africaines, l'aide chinoise jouait toujours un rôle non négligeable, l'aide chinoise aux pays africains avait toujours un sens politique très explicite, comme les dirigeants chinois l'ont confirmé à maintes reprises. Les aides sont toujours mutuelles<sup>36</sup>. Si au cours de la guerre froide et surtout avant l'année 1985, l'objectif politique de l'aide chinoise visait à avancer la formation d'un front uni international contre les deux superpuissances, notamment contre l'Union soviétique, depuis la fin de la guerre froide et surtout après la crise du Kosovo, ses objectifs sont multiples : Premièrement, participer au développement économique et social des pays bénéficiaires. Deuxièmement, consolider la base politique des relations sino-africaines à travers de l'augmentation du niveau de coopération économique. Troisièmement, affaiblir l'influence de Taiwan, freiner ses ardeurs indépendantistes. Quatrièmement, gagner le soutien des pays africains dans la diplomatie multilatérale.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement chinois a pris une série de mesures appropriées.

L'encouragement des investissements en Afrique et l'accroissement du commerce sino-africain sont les deux principales mesures prises par le gouvernement chinois. Pour stimuler la coopération économique et commerciale sino-africaine et aussi pour aider les entreprises chinoises à exploiter le marché africain, le gouvernement chinois a décidé en 1996 de créer des «centres pour l'investissement et le commerce» dans dix pays d'Afrique<sup>37</sup>. Etant donné que de plus en plus d'entreprises chinoises se sont implantées en Afrique, pour faciliter l'établissement des contacts directs entre les entreprises chinoises et les pays africains, à partir de la deuxième moitié de 1998, le ministère chinois du Commerce et de la Coopération économique avec l'étranger a commencé à organiser chaque année deux «Séminaire Chine-Afrique des fonctionnaires de gestion économique». Ce séminaire a pour objectif d'approfondir les connaissances mutuelles entre la

---

<sup>36</sup> Selon la propagande des médias officiels, la Chine tenait pour son propre devoir international d'aider les pays africains, en liant le patriotisme à l'internationalisme; fondée sur les Cinq Principes de coexistence pacifique, la Chine a apporté son soutien en se basant sur l'égalité des relations entre le pays donateur et le pays bénéficiaire et la non-intervention dans les affaires intérieures des pays africains; il s'agit d'aide inconditionnelle, de prêt sans intérêt, et en cas de difficultés, le délai du remboursement peut encore être prolongé.

<sup>37</sup> Financés par l'Etat, ces centres sont situés en Egypte, au Mali, en Guinée, en Côte-d'Ivoire, au Nigeria, en Zambie, en Tanzanie, au Gabon, au Cameroun et au Mozambique. Leur but est d'offrir une assistance aux entreprises chinoises cherchant à établir des partenariats avec des entreprises africaines ou à s'installer sur les marchés africains. Ces centres incluent l'aide à la recherche de marché, à l'établissement de contrats et aux investissements pour la construction d'usines en Afrique.

Chine et les pays africains, ainsi que de chercher des moyens d'innover dans la coopération économique et commerciale sino-africaine<sup>38</sup>. Devant le faible montant des investissements directs à l'étranger, et surtout en Afrique, le gouvernement chinois élaborera un plan unifié sur l'investissement, selon lequel les entreprises fortes en fonds et en techniques seront encouragées à déplacer leurs capitaux ou créer sociétés à l'étranger, y compris en Afrique. Par ailleurs, le gouvernement chinois décide de développer les voies commerciales et d'accroître les importations en provenance d'Afrique afin de promouvoir une croissance équilibrée et rapide du commerce entre les deux parties.

3.3.3 Intensifier les relations entre le Parti communiste chinois et les partis des pays africains. Depuis que les pays africains ont commencé à mettre en place leur système de multipartisme parlementaire, la fréquence de l'alternance des pouvoirs s'accélérait et l'instabilité des relations sino-africaines s'accroissait. Dans ce contexte, les autorités chinoises ont décidé d'établir ou de renforcer les relations du Parti communiste chinois (PCC) avec des partis politiques des pays africains dans le but de consolider les relations d'Etat<sup>39</sup>.

En suivant les «quatre principes» (l'indépendance, l'autonomie, l'égalité complète, le respect mutuel et non-ingérence dans les affaires intérieures), le PCC procède à des échanges actifs avec les partis politiques africains d'une quarantaine de pays<sup>40</sup>. Les dirigeants chinois considèrent les relations amicales entre les partis au pouvoir comme une base fondamentale pour maintenir la stabilité des relations, renforcer la compréhension mutuelle et promouvoir le développement des relations entre Etats. C'est pourquoi, ils accordent une grande attention aux échanges avec les partis d'Afrique, et comme l'a affirmé Jiang Zemin, secrétaire général du PCC, «les entretiens entre les dirigeants des partis et de l'Etat, surtout les échanges de visites, aident beaucoup à mieux se connaître». En conséquence, les dirigeants du PCC reçoivent chaque année des délégations de haut niveau des partis politiques africains. Maintenant, on est en train de discuter et d'étudier comment

---

<sup>38</sup> Au cours des séminaires, il y a des présentations sur la situation économique, les lois en vigueur, les politiques économiques, les opportunités commerciales et l'environnement d'investissements des pays, ainsi que les secteurs ayant l'intention d'introduire des investissements étrangers et les appels d'offres. Des conférences sont aussi faites aux fonctionnaires africains contenant des informations sur la coopération sino-africaine comme les projets d'aide, les prêts préférentiels, les transferts de technologies...

<sup>39</sup> En fait, les relations du Parti communiste chinois (PCC) avec l'étranger constituent depuis toujours un aspect important des relations de la Chine avec l'extérieur. Le PCC a établi, sous différentes formes, des relations amicales avec 300 partis politiques de 120 pays du monde, y compris des partis politiques d'une quarantaine de pays d'Afrique.

<sup>40</sup> Les échanges entre partis se déroulent sous des formes diverses comme par exemple des échanges de délégations de cadres, de délégations d'étude ou des délégations de conférenciers. Par ailleurs, les échanges entre le PCC et les partis politiques africains peuvent entraîner des échanges entre les organisations de masses. Le PCC envoie aussi aux partis politiques africains des revues publiées en langue étrangère.

établir et développer des relations avec des partis d'opposition des pays africains sans s'immiscer dans les affaires intérieures de ces derniers.

### 3.3.4 Convoquer une conférence internationale au sujet du développement des relations sino-africaines

En octobre de l'année 2000, la Chine organisa une Conférence internationale sur le problème spécial du développement des relations sino-africaines. Cela signifie que la Chine voudrait intensifier son offensive politique, diplomatique, économique et commerciale envers l'Afrique. Parallèlement, le gouvernement chinois voudrait profiter de l'occasion du forum sino-africain pour se montrer plus concernées par les affaires africaines, accroître son influence en Afrique, se gagner la faveur des pays africains, et obtenir ainsi le soutien de ces derniers dans le domaine diplomatique multilatéral et sur le problème de Taiwan.

Il faut remarquer que les autorités chinoises sont optimistes non seulement sur l'avenir de l'Afrique<sup>41</sup>, mais également sur l'avenir des relations sino-africaines, comme Jiang Zemin, président de la république populaire de Chine, l'a souligné, « passant en revue les 50 dernières années de développement des relations sino-africaines, nous avons toutes les raisons de croire que les relations d'amitié sino-africaine qui plongent ses racines dans la profondeur des âges se transmettent de génération en génération, sauront résister aux épreuves de l'histoire et resteront toujours inchangées quelques soient les vicissitudes de l'époque et les transformations sur l'échiquier mondial. Au nouveau siècle, la Chine et l'Afrique s'uniront encore plus étroitement pour réaliser une coopération étendue, se soutenir et connaître un développement commun.»<sup>42</sup> Cependant, pour réaliser cette bonne aspiration, la Chine doit encore faire beaucoup d'efforts. Cela dépend également du développement de sa situation intérieure, de l'évolution des relations entre le continent chinois et l'île de Taiwan et, de l'évolution de la situation africaine et internationale.

---

<sup>41</sup> Comme l'indiqué le président chinois Jiang Zemin lors de sa tournée en Afrique en 1996, «les cent dernières années inscrites dans l'Histoire sont considérées comme un siècle de libération, les 100 ans à venir seront un siècle du développement.

<sup>42</sup> Discours intitulé «Pour une nouvelle œuvre monumentale dans les annales de l'amitié sino-africaines», prononcé par Jiang Zemin, lors de sa visite en Ethiopie en mai 1996.

## Conclusion

A la fin de la guerre froide et avec l'effondrement de l'ex-Union soviétique, pour faire face à l'hégémonie des Etats-Unis, la Chine a œuvré selon divers chemins pour développer son rôle sur la scène internationale. Elle a su appliquer une politique de réforme depuis 1978, lui permettant d'être une puissance économique en mettant en œuvre la politique des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense, science et technologie ). De même, elle s'est ouverte vers l'extérieur en rejetant les considérations idéologiques. Ainsi elle a pu défendre et établir des relations diplomatiques avec plusieurs pays du monde, notamment des pays africains, lui permettant de transformer sa puissance économique en influence politique dans cette région. En appliquant une politique africaine spécifique et en s'appuyant sur les principes fondamentaux du droit international et sur la défense de la paix dans le monde, elle a su développer et conforter ses liens et ses relations avec la majorité de ces Etats, en signant un certain nombre d'accords économiques et en organisant des visites officielles de haut niveau. La poursuite de cette politique africaine lui permettra d'accroître son influence sur cette région ce qui lui assurera une place de premier ordre sur la scène internationale et lui apportera un soutien diplomatique, en particulier en ce qui concerne le problème du Taiwan.

Il convient de mentionner que grâce aux volontés politiques partagées entre dirigeants chinois et africains et à leurs efforts mutuels, les relations sino-africaines connaissent un grand développement qu'il faut continuer à consolider pour le bien commun de la Chine et des Etats africains dans un monde qui connaît des changements spectaculaires et profonds.

# Table des matières

<b><u>PARTIE 1 REVUE DES RELATIONS AMICALES SINO-AFRICAINES</u></b>	<b>4</b>
<b>1.1 Relations amicales et contribution au progrès</b>	<b>4</b>
1.1.1 Sur le plan politique	4
1.1.2 Sur le plan économique	5
1.1.3 Sur le plan de la culture et de l'éducation	5
1.1.4 Les pays africains soutiennent également la Chine	6
1.2 Une coopération fructueuse	6
<b><u>PARTIE 2 ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA STRATEGIE DIPLOMATIQUE DE LA CHINE ET DE SA POLITIQUE AFRICAINE</u></b>	<b>8</b>
<b>2.1 Première période : Diplomatie se penchant d' « un seul côté »</b>	<b>8</b>
<b>2.2 Deuxième période : Diplomatie des «deux lignes»</b>	<b>11</b>
<b>2.3 Troisième période : Diplomatie d' « une ligne »</b>	<b>13</b>
<b>2.4 Quatrième période : Diplomatie d'indépendance et d'autonomie</b>	<b>16</b>
<b>2.5 Cinquième période : Etablissement du nouvel ordre politique international</b>	<b>18</b>
<b>2.6 Les problèmes africains vus par la Chine</b>	<b>27</b>
2.6.1 A propos des conflits en Afrique	27
2.6.2 A propos de la démocratisation politique en Afrique	28
2.6.3 A propos du problème des droits de l'homme en Afrique	29
<b><u>PARTIE 3 LA PERSPECTIVE DES RELATIONS SINO-AFRICAINES ET LA POLITIQUE AFRICAINE DE CHINE</u></b>	<b>30</b>
<b>3.1 La base politique du développement des relations entre la Chine et les pays d'Afrique</b>	<b>30</b>
3.1.1 Absence de sources de conflits entre la Chine et l'Afrique	30
3.1.2 Des visites d'autorités fréquentes	31
3.1.3 Complémentarité économique	32
3.2 Des obstacles du développement des relations politiques sino-africaines	33
3.2.1 Le poids du problème Taiwan sur les relations politiques sino-africaines	33
3.2.2 L'impact du changement de la situation en Afrique sur les relations politiques sino-africaines	35
3.2.3 Les obstacles existant dans le domaine de la coopération économique et du commerce	35
3.3 La perspective des relations politique entre la Chine et l'Afrique	36
3.3.1 Renforcer les liens et la coopération politique entre la Chine et les pays africains dans les affaires internationales.	37
3.3.2 Elever le niveau des relations de coopération économique et de commerce entre la Chine et l'Afrique afin de consolider la base des relations politiques entre les deux parties.	37
3.3.3 Intensifier les relations entre le Parti communiste chinois et les partis des pays africains.	39
3.3.4 Convoquer une conférence internationale au sujet du développement des relations sino-africaines	40